

Des problèmes juridiques soulevés par les grèves, avec occupations des lieux de travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

Georges SALOMON

Jury :

Président : M. HAMEL, Professeur.

Suffragants { M. AMIAUD, Professeur.
 { M. ESMEIN, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot (5°)

1937

**Des problèmes juridiques soulevés par les grèves,
avec occupations des lieux de travail**

Des problèmes juridiques soulevés par les grèves, avec occupations des lieux de travail



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

Georges SALOMON

Jury :

Président : M. HAMEL, Professeur.

Suffragants { M. AMIAUD, Professeur.
 { M. ESMEIN, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot (5°)

—
1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

AVANT-PROPOS

L'ampleur de l'agitation sociale contemporaine dont nous allons étudier l'un des aspects les plus retentissants, les manifestations bruyantes et troubles par lesquelles elle s'est signalée, les perturbations profondes qu'elle a apporté dans notre vie économique, posent le grave problème de la responsabilité politique de ce mouvement.

Fût-il spontané ou préparé et provoqué par les organisations révolutionnaires ?

Nous ne prenons pas parti ici.

Nous déplorons seulement que ce problème ait donné un nouvel et puissant essor au mouvement qui tend à diviser les Français en deux camps ennemis.

Nous nous bornons à constater que les organisations ouvrières ont toujours prétendu qu'il s'agissait d'un mouvement revendicatif.

L'occupation des lieux du travail par les ouvriers ou employés ne serait dès lors qu'un nouveau procédé de grève.

Notre but est de montrer qu'en l'état actuel de notre évolution sociale, il ne nous est pas possible d'admettre la légalité de cette nouvelle variété de grève. Nous verrons que notre Droit, dans ses principes fondamentaux, comme dans ses dispositions particulières, le condamne formellement. Nous examinerons les sanctions qu'il impose et comment il permet de réparer les préjudices causés.

Nous avons l'ambition de faire de cette question, qui soulève les passions politiques, une étude purement scientifique. Il nous appartient dès lors de dégager d'abord d'une manière brève mais impartiale, les faits, c'est-à-dire les données du problème. Ce sera l'objet de la I^{re} partie.

L'étude juridique elle-même suppose à notre avis la résolution des deux problèmes suivants, savoir :

En premier lieu, la libération des lieux occupés, qui constituera la II^e partie de notre ouvrage.

En second lieu, le plus important problème, celui des responsabilités pénales et civiles mises en jeu. Ces problèmes de responsabilité constitueront la III^e partie.

Après quoi, pour nous aider à tirer une conclusion de notre étude, nous examinerons succinctement la manière dont un pays voisin, la Belgique, a traité le problème qui nous occupe. Ce sera la IV^e et dernière partie.

Le mouvement d'occupation des lieux du travail a-t-il eu des précédents ?

Nous pensons que seuls, les événements graves qui se déroulèrent en Italie vers 1920 peuvent avoir quelques points communs avec lui. Nous allons donc, en guise d'introduction, étudier ces événements ainsi que la législation très complète que le fascisme a consacré à leur souvenir.

INTRODUCTION

SECTION I. — LES GRÈVES AVEC OCCUPATION D'USINES EN ITALIE

Il est probable que nous pourrions retrouver dans l'histoire économique et sociale, des exemples d'envahissement des lieux de travail.

Le but immédiat ou lointain, avoué ou secret, légitime ou inique de tous les troubles sociaux, n'est-il pas la substitution plus ou moins complète de ceux qui possèdent, à ceux qui aspirent à posséder ? Le patron n'est-il pas presque toujours le type du possesseur, du riche ?

De nos jours, la concentration capitaliste dans les grosses entreprises, le fait que ceux qui sont les véritables propriétaires ne semblent pas se soucier de la marche des affaires et cependant viennent tout de même en partager les bénéfices. Les idées nouvelles sur la nature juridique du contrat de travail, tous ces différents facteurs ne peuvent qu'accentuer encore cette tendance naturelle de l'esprit humain.

Chaque révolution s'accompagne de tels faits.

Pour nous en tenir à la période d'après-guerre, il nous suffira de rappeler la révolution bolcheviste en Russie, les troubles de Bela Kun en Hongrie.

Si nous avons résolu d'étudier uniquement les événements d'Italie en 1920, c'est que nous estimons que seuls,

tout au moins à leur début, ils ont prétendu être un mouvement de revendication ouvrière, un nouveau procédé de grève, nullement d'essence révolutionnaire.

Nous verrons principalement combien ce mouvement présente d'analogie avec le mouvement contemporain dans sa naissance, dans les buts poursuivis, dans les réactions des partis politiques et des pouvoirs publics. Nous nous empressons d'ajouter qu'il a pris en Italie une tournure d'émeute qu'il n'a jamais eu en France, ce dont nous ne pouvons que nous féliciter, pour notre pays.

La secousse de la guerre a été particulièrement ressentie par l'Italie dans les premières années qui ont suivi la cessation des hostilités. L'insécurité politique et le désordre économique affectent gravement la vie nationale, le coût en augmente rapidement, la misère est grande chez les ouvriers dont les salaires n'ont peut être pas suivis le mouvement du coût de la vie. Ceux-ci supportent mal cette misère. L'atmosphère semble propice à des troubles sociaux.

Au mois de septembre, sous le gouvernement de Monsieur Giolitti, l'agitation ouvrière dure depuis plusieurs mois, les grèves se succèdent sans interruption, surtout dans l'industrie métallurgique : grèves ordinaires, grèves perlées, grèves des bras croisés. Peu à peu, tous les procédés à la disposition du monde ouvrier pour faire sentir aux patrons la réalité de son pouvoir, sont épuisés. C'est à Milan que le phénomène que nous étudions, apparaît en premier lieu.

La direction des usines Roméo, inquiète des actes de sabotage commis dans ses établissements, des vols de magnétos constatés, décide le lock-out. Elle ne consulte pas

la Fédération des Industriels qui a donné pour instructions à ses adhérents, de ne pas prendre une telle mesure sans lui soumettre le cas.

Aussitôt le syndicat métallurgique, la F. I. O. M. lance un manifeste, accusant les industriels de provocation et ordonnant la prise de possession des usines *sans sabotage*.

Les commissions intérieures de la F. I. O. M. signifient la décision aux directeurs. Ceux-ci, ainsi que les ingénieurs peuvent généralement quitter les usines sauf quelques exceptions où les ouvriers forcent les ingénieurs à signer la promesse de revenir le lendemain pour diriger le travail.

Les ouvriers s'installent dans les ateliers. Ils y dorment et passent leur temps à d'interminables parties de carte. La F. I. O. M. interdit de laisser pénétrer du vin.

Cependant, le préfet de Milan convoque les deux parties, mais aucun accord n'intervient. Monsieur Giolitti se tient en communication avec son préfet.

Rapidement le mouvement s'étend. A Turin, il atteint les usines Fiat. A mesure qu'il se développe, il perd de son calme du début. Les drapeaux rouges apparaissent sur les usines. Mais la F. I. O. M. proteste toujours de sa volonté de demeurer dans la légalité.

Cela n'empêche pas les événements de prendre à chaque instant une tournure de plus en plus alarmante.

On découvre que les ouvriers sont armés ; ils disposent de fusils, de mitrailleuses et d'énormes quantités de munitions dont on ignore la provenance. Ils jouent aux soldats et s'entraînent à l'art de la guerre. Ils ont coiffé des casques ornés de la faucille et du marteau soviétique. Ils font passer un courant électrique dans les fils de fer des enceintes et installent des chevaux de frise. La circulation

des trains est entravée. Les voyageurs sont arrêtés et fouillés.

Tous les yeux se tournent avec inquiétude vers le Gouvernement. Que fait-il ? Que va-t-il faire ?

Le Gouvernement n'a cessé de prouver sa sollicitude au monde ouvrier par le dépôt de plusieurs projets de lois sociales : la loi sur la reconnaissance des organisations professionnelles, sur le travail à domicile, sur les coopératives. Il se garde d'intervenir dans les conflits du travail en cours pour faire respecter l'ordre et la légalité.

Voici comment la Stampa, organe de Monsieur Giolitti, justifie l'attitude du Gouvernement. « Les industriels auraient voulu que le gouvernement intervint en empêchant, même aux risques de conflits l'occupation des établissements. Les ouvriers auraient voulu que le gouvernement avançât des fonds... Monsieur Corradini, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur a fait remarquer que, tant que le conflit reste économique, l'état se trouve désarmé devant les violences des masses ouvrières, car la loi, invoquée par les industriels, ne prévoit pas le cas actuel. La loi parce que le cas était jusqu'ici imprévu ne prévoit pas les formes actuelles de la violence collective et cela naturellement, en dehors de toutes les autres raisons qui peuvent pousser le Gouvernement, afin d'éviter de graves conséquences, à adopter une attitude conciliante ». Il semble probable même que ce sont là les raisons principales de l'attitude gouvernementale.

L'agitation continue à s'aggraver. Cette fois, les ouvriers s'habituent à considérer l'usine et son outillage comme leur bien propre. Ils essaient de les faire fonctionner. Mais, en l'absence des ingénieurs et contremaîtres, leurs efforts se révèlent impuissants.

L'ordre du jour du 12 septembre du conseil national de la C. G. T. reflète cet état d'esprit «... décide que le but de la lutte est la reconnaissance par le patronat du principe du contrôle syndical des entreprises afin d'ouvrir la porte aux conquêtes plus grandes qui doivent infailliblement amener *la gestion collective et la socialisation* pour résoudre ainsi, d'une manière organique, le problème de la production. Le contrôle syndical fournira à la classe ouvrière la possibilité de se donner une préparation technique et de pouvoir (en union avec les forces techniques et intellectuelles qui ne peuvent refuser leur concours à une œuvre aussi hautement civilisatrice) *remplacer par sa propre autorité, l'antique autorité patronale qui commence à décliner* ».

Devant la gravité des événements et des buts avoués poursuivis par les organisations ouvrières, Monsieur Giolitti s'emploie fièvreusement à concilier les parties en présence. Il pèse notamment de toute son autorité sur les patrons pour leur faire accepter le contrôle syndical.

Enfin le 21 septembre, l'accord est signé entre les industriels et les ouvriers métallurgistes, comportant des augmentations, l'assurance d'un congé pour les ouvriers qui étaient depuis douze mois dans l'établissement, l'indemnité de renvoi pour les ouvriers dans l'usine depuis trois ans au moins, enfin le principe d'une indemnité variable de cherté de vie est admis par les patrons.

La signature de cet accord marque la fin du mouvement. Il y eut bien encore par la suite quelques exemples d'occupation d'usines et quelques troubles, mais ils demeurèrent à l'état sporadique et n'eurent pas un grand retentissement.

Cependant cette nouvelle forme de grève et les troubles

auxquels elles avaient donné lieu avait fortement impressionné l'opinion publique qui dans tous les pays du monde reprouve toujours les fauteurs de désordre. Il est certain que ces événements avaient contribué pour une large part au progrès du fascisme. La marche sur Rome fût pour beaucoup d'italiens, avant tout, la victoire de l'ordre.

Le Gouvernement de Monsieur Mussolini ne devait pas l'oublier et la loi du 3 avril 1926 sur la « discipline juridique des rapports collectifs du travail », loi fondamentale du nouveau régime comme le proclame le célèbre manifeste du 25 mai 1926 (1) sanctionna par des peines extrêmement sévères tous les actes de guerre entre le capital et le travail dont les événements que nous venons d'étudier avaient donné l'exemple et notamment les envahissements et occupations d'usines.

Les dispositions de cette loi ont été introduites après avoir été complétées dans le nouveau Code pénal de l'an VIII du 19 octobre 1930 qui fût mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931.

La grève, et au même titre le lock-out patronal sont interdits sous des peines pécuniaires extrêmement sévères. Ces peines sont mêmes corporelles si les grèves et les lock-out ont eu un but politique. Les chefs promoteurs et organisateurs voient leurs peines doublées et la réclusion de six mois à deux ans toujours prononcée (art. 511). Dans l'esprit du fascisme, l'organisation corporative qu'il a donné à l'Italie doit permettre de dénouer sans difficultés les conflits qui viendraient à se produire, sans détriment pour l'économie nationale.

(1) « C'est seulement aujourd'hui dans l'Etat fasciste que le peuple qui travaille et exerce des activités diverses devient l'artisan conscient de son propre destin... ».

De nouveaux délits sont créés, notamment en ce qui concerne l'occupation des lieux du travail. Nous allons examiner l'interdiction générale des grèves et des lock-out et les dispositions qui concernent plus particulièrement l'occupation des lieux du travail.

SECTION II. — LA NOUVELLE LÉGISLATION EN ITALIE

Examinons tout d'abord l'interdiction générale des grèves et des lock-out :

Titre VIII du Code. — Des délits contre l'économie publique, l'Industrie et le Commerce.

Article 502. — *Suspension du travail et grève pour délits contractuels.* — « L'employeur qui, dans le seul but
« d'imposer à ceux qui demandent des modifications aux
« conventions établies, ou de s'opposer aux modifications
« que comportent ces conventions ou bien d'obtenir ou
« d'empêcher une application différente de ces conven-
« tions ou usages en vigueur, suspend en tout ou partie le
« travail dans ses établissements, entreprises ou ateliers,
« est puni d'une amende de 10.000 livres au moins.

« Les travailleurs employés dans ces établissements,
« entreprises ou ateliers qui au nombre de trois au plus
« abandonnent collectivement le travail ou bien l'exécu-
« tent de manière à en troubler la continuité ou la régula-
« rité, dans le seul but d'imposer aux employeurs des
« conventions différentes de celles qui ont été arrêtées, ou
« de s'opposer aux modifications que comportent ces con-
« ventions ou d'une manière quelconque d'obtenir ou
« d'empêcher une application différente des conventions

« ou usages en vigueur, sont punis d'une amende allant
« jusqu'à 1.000 liras. »

Article 503. — Suspension du travail et grève pour délits non contractuels. — « Les employeurs ou les travailleurs
« qui dans un but politique commettent respectivement
« l'un des faits prévus à l'article précédent, sont punis de
« la réclusion jusqu'à un an et d'une amende de 10.000
« liras, au moins, s'il s'agit d'un employeur, ou bien de la
« réclusion jusqu'à six mois et d'une amende de 1.000
« liras au plus s'il s'agit des travailleurs. »

Tels sont les deux articles qui condamnent d'une façon générale la grève et le lock-out.

En ce qui concerne plus spécialement le délit d'occupation des lieux du travail, il est visé expressément par l'article 508.

Article 508. — Invasion et occupation arbitraire d'exploitations agricoles ou industrielles. Sabotage.

« Quiconque, dans le seul but d'empêcher ou de trou-
« bler le cours normal du travail, envahit ou occupe l'ex-
« ploitation agricole ou industrielle d'autrui, ou bien
« dispose des machines, provisions, appareils ou instru-
« ments d'autrui, destinés à la production agricole ou in-
« dustrielle, est puni de la réclusion jusqu'à trois ans et
« d'une amende de 10.000 liras au moins. Encourt la ré-
« clusion de six mois à quatre ans et une amende de 5.000
« liras au moins si le fait ne constitue pas une infraction
« plus grave, celui qui détériore les édifices affectés à une
« exploitation agricole ou industrielle ou bien l'une des
« autres choses indiquées dans la disposition précédente. »

Notons qu'il ne s'agit en l'occurrence que d'une appli-

cation particulière faite avec une sévérité renforcée des délits exposés dans le titre XIII, à savoir des délits contre le patrimoine.

Voici ces délits et leurs sanctions :

Articles 633. — Invasion de terrains ou d'édifices. —

« Quiconque envahit arbitrairement des terrains ou des
« édifices d'autrui, publics ou privés, dans le but de les
« occuper ou d'en tirer autrement profit est puni, sur la
« plainte de la personne lésée, de la réclusion jusqu'à deux
« ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 lires. Les peines
« s'appliquent cumulativement et le fait est poursuivi d'of-
« fice, s'il est commis par plus de cinq personnes dont
« l'une au moins est visiblement armée ou bien par plus
« de deux personnes mêmes sans armes. »

Article 635. — Dommages causés aux choses mobilières ou immobilières. — « Quiconque détruit, dissipe, détériore
« ou rend en tout ou en partie inutilisable des choses mo-
« bilières ou immobilières d'autrui est puni sur la plainte
« de la personne lésée, de la réclusion jusqu'à un an ou
« d'une amende pouvant aller jusqu'à 3.000 lires. »

Telle est l'histoire du mouvement d'occupation des lieux du travail en Italie. Telles en sont les conséquences législatives et sociales.

En France, depuis que la loi du 25 mai 1864 a permis aux ouvriers de « se concerter pour obtenir une amélioration de salaires assurant la vie de leur famille et la leur », et a supprimé le délit de coalition que sanctionnaient les articles 414, 415 et 416 du Code Pénal, la grève est licite.

Nous dirons même que le droit de grève, en l'état de notre organisation économique qui laisse l'ouvrier seul en face de la puissance patronale, lui est absolument indis-

pensable. C'est sa seule arme efficace dans la lutte inégale qui le dresse à tous instants contre les intérêts opposés de son employeur. C'est en fait par la grève que les ouvriers ont le plus généralement fait aboutir leurs revendications les plus légitimes.

Et pourtant, nous affirmons que la grève avec occupation des lieux du travail, « la grève sur le tas » ainsi que l'appellent les ouvriers, ne saurait être tolérée. Elle est en opposition avec les principes fondamentaux de notre société. Et notre Droit dans son esprit et dans ses textes la condamne formellement. C'est ce qu'il nous appartient de démontrer.

Nous allons d'abord étudier rapidement dans un *chapitre I^{er}*, comment se présente le mouvement, spécialement aux mois de juin et de juillet 1936 et dans un *chapitre II*, ses répercussions et les raisons de leur importance.

PREMIÈRE PARTIE

LE MOUVEMENT ET SES RÉPERCUSSIONS
ÉTUDIÉS SPÉCIALEMENT
EN JUIN ET JUILLET 1936

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT

Ce chapitre comprendra deux subdivisions : l'étude du milieu et l'étude des faits.

SECTION I. — LE MILIEU

La France a été l'une des dernières nations à connaître la crise économique qui affecte l'économie mondiale. Elle ne la subit que plus difficilement devant le spectacle des autres pays qui petit à petit retrouvent leur activité.

On produit trop proclament les économistes. Mais le pouvoir d'achat des masses prolétariennes n'augmente pas. Il diminue même quelquefois. Il n'y a pas surproduction disent ses chefs, il y a surtout sous consommation.

De fait, la misère s'étend dans la classe ouvrière.

L'amointrissement de l'activité économique entraîne le chômage. Il y a bientôt plusieurs centaines de milliers d'individus dont la masse pitoyable influe sur le marché du travail dans le sens général d'une baisse des salaires.

Les grèves sont, pour les ouvriers, comme nous l'avons fait remarquer, l'unique arme qui leur permet de lutter à force égale contre leur patron. En l'occurrence, elles ne leur sont que de peu d'utilité. Les ouvriers tout d'abord, ne sachant pas s'ils pourront retrouver de si tôt une autre place en cas d'insuccès de la grève, hésitent à abandonner le travail. Le font-ils, qu'alors le patron a toute facilité pour puiser dans la masse des chômeurs la main-d'œuvre dont il a besoin.

Un vif mécontentement règne donc dans la classe ouvrière. Ses organisations syndicales sont depuis 1921, divisées en deux branches rivales. L'une la C.G.T., politiquement indépendante, l'autre la C.G.T.U. sous la dépendance étroite du parti communiste. Sentant que l'unité syndicale serait pour la classe ouvrière une très grande force, les militants syndicalistes poussent leurs chefs dans ce sens. De longues tractations en résultent. Le 27 septembre 1935, les congrès de la C.G.T. et de la C.G.T.U. tiennent leur première séance commune. Le principe de l'unité syndicale y est décidé au milieu d'un fol enthousiasme.

Le 28, l'éditorial du journal de la C. G. T., « Le Peuple » proclame : « A un moment où le régime social menace ruine, et, par conséquent, au moment où il faut à la fois se défendre et frayer par tous les moyens la voie au progrès social, l'unité organique syndicale dote la classe ouvrière d'une arme d'une efficacité singulièrement accrue ».

La C.G.T. va mener dans le pays une campagne violente contre le gouvernement Laval et la politique de déflation

qu'il pratique, l'accusant en outre de favoriser les « menées fascistes ».

La lutte contre les décrets-lois alimente également la campagne. Abandonné par ses ministres radicaux dont le parti sympathise de plus en plus avec la gauche et même avec l'extrême-gauche, le ministère Laval est obligé de démissionner le 23 janvier 1936.

Le ministère Sarraut le remplace. C'est un ministère de transition dont l'unique tâche est de préparer les élections. De par sa composition il ressemble à un ministère de concentration. Mais en fait, il est surtout soutenu par les partis de gauche qui, des communistes aux radicaux socialistes inclus, négocient activement entre eux une alliance électorale. C'est un ministère destiné à faire la soudure entre deux législatures.

L'alliance projetée par les partis de gauche est conclue enfin sous le nom de « front populaire ». Les élections en assurent le succès triomphal. Dans cette coalition, les socialistes et les communistes, les deux grands partis prolétariens, ont obtenu la majorité des voix. Leur poussée est considérable et réalisée aux dépens de la plupart des autres partis.

Or, la tradition veut que le nouveau gouvernement ne prenne le pouvoir qu'un mois après la consultation électorale. La position de M. Sarraut lorsqu'il se trouvera obligé d'user d'autorité vis-à-vis de ces futurs partis gouvernementaux va se trouver bien délicate.

Le dimanche 24 mai, le défilé traditionnel devant le mur des fédérés du Père Lachaise où furent fusillés les « communards » de 1871 est l'occasion pour les chefs des partis ouvriers de mesurer la force et la discipline de leurs troupes. Six cent mille personnes défilent ainsi sans in-

terruption durant neuf heures au chant de « l'Internationale » parmi les vivats enthousiastes d'une foule qui salue le poing levé à la manière marxiste.

Par l'enthousiasme des masses ouvrières, par leur ardent espoir d'arriver enfin à arracher aux patrons toutes leurs revendications, par la faiblesse du gouvernement, on peut dire que le climat est favorable à un mouvement social de grande envergure. Un article du « Populaire » du 28 mai, le journal du futur président du Conseil, signé par M. Marceau Pivert, sous le titre « Tout est possible » donne l'idée exacte de l'état d'esprit des chefs ouvriers :

« Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur le pays, tout est possible aux audacieux... Que le parti socialiste marche. Qu'il entraîne. Qu'il tranche. Qu'il exécute. Qu'il entreprenne. Et aucun obstacle ne lui résistera. »

A cette date le mouvement d'occupation des lieux de travail venait d'éclater.

SECTION II. — LES FAITS

Le premier cas d'occupation d'usines semble bien être celui des usines de la Boutellerie, aux portes d'Amiens, usines de fabrication de munitions. L'originalité de ce mouvement est qu'il constituait un acte de protestation ouvrière pour la défense d'intérêts qui étaient communs aux ouvriers et aux patrons. Le 10 avril 1936, l'usine allait être fermée, en effet, par suite des exigences du fisc qui réclamait des impôts dus par les propriétaires de l'entreprise.

Voici comment M. Allard, dans *l'Œuvre* du 24 juillet

1936 rapporte les déclarations d'un ouvrier de l'usine : « Nous avons pris nos dispositions pour coucher à même le sol. — Il faisait beau —, devant la porte. C'est le patron qui nous a dit : « Non mes enfants, ne restez pas là. Entrez. Prenez des matelas et couchez-vous. Si vous n'avez pas assez chaud, prenez du charbon et chauffez-vous... ». Quelle belle scène de paix et de solidarité sociale !

Hélas le vrai mouvement va bientôt apparaître et nous fera oublier cette scène réconfortante.

C'est dans la métallurgie que le mouvement a débuté et généralement dans la région parisienne.

Au début de mai, les ouvriers de l'usine Bréguet, au Havre, inaugurent la tactique nouvelle en occupant l'usine pendant 48 heures ; la semaine suivante, ce sont les ouvriers de l'usine Bloch qui se mettaient en grève. Ils s'installent dans l'usine pendant 40 heures.

Le 26, le mouvement prend une brusque ampleur. Une grève éclate aux usines Sautier Harle travaillant pour la défense nationale. Elle prend fin presque aussitôt, les revendications ouvrières étant acceptées en partie. Aux usines Hotchkiss, à Levallois-Perret, les ouvriers font la grève « sur le tas » jusqu'à 21 heures. Ils se retirent ensuite après avoir obtenu satisfaction.

C'est aux usines Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, et Lavalette, à St-Ouen, que l'on note les faits les plus graves. Les six cents ouvriers de l'usine Nieuport s'installent dans l'usine, y prennent leurs repas, ravitaillés par leurs amis et leurs familles. Ils y passent la nuit.

Toute la grosse industrie métallurgique où la concentration est la plus élevée, menace d'être atteinte. Les usines Citroën, puis les usines Dewoitine, à Toulouse, connaissent l'occupation.

Quelles sont les raisons de ce brusque mouvement ? L'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie de la région parisienne, nous l'apprend bientôt (1) :

« Différents mouvements revendicatifs se déroulent actuellement dans les grandes usines de métallurgie de la région parisienne.

« Ils sont la conséquence des refus systématiques du groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne (Chambre syndicale patronale), de prendre en considération les revendications justifiées présentées par l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie, au nom de ses milliers d'adhérents et des ouvriers métallurgistes.

« ...Les ouvriers métallurgistes, lassés de cette situation, sont passés à l'action pour que leurs droits ne soient plus méconnus et que la Chambre syndicale patronale discute avec le Syndicat ouvrier du contrat collectif qui les garantira dans leurs salaires et leurs conditions de travail.

« ...Ces conflits iront en s'élargissant tant que le groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne se refusera à discuter avec les représentants du Syndicat ouvrier... »

Et, par l'examen des desiderata ouvriers formulés dans chaque cas particulier, nous savons que par « conditions de travail » dont parle la note précédente, il faut entendre surtout la semaine de 40 heures et les congés payés.

Le 28 mai, presque toute l'industrie automobile de la région parisienne est touchée. Les usines Renault, Citroën, Fiat, la Licorne sont occupées par les grévistes. Ceux qui vont avoir demain la responsabilité du pouvoir, M. Léon

(1) *Le Peuple*, 28 mai 1936.

Blum et M. Vincent Auriol, interviennent alors. Probablement, sous leur pression, un accord de principe intervient entre les organisations syndicales, ouvrières et patronales. Il est décidé que des négociations s'ouvriront dès le lendemain.

Une déclaration de l'union syndicale des travailleurs de la métallurgie nous fait connaître cet accord (1). « Les patrons sont prêts à engager les pourparlers sur le contrat collectif, à la condition que le travail reprenne ou que les établissements soient évacués avant toute discussion.

« ...Les délégués du syndicat ont déclaré que cette solution leur apparaissait favorable à un règlement du conflit. »

Mais à quelles conditions se fera la reprise ?

Les ouvriers exigent que la reprise se fasse sur les bases du contrat collectif à intervenir. Les patrons refusent. Le conflit reste ouvert. Après les fêtes de la Pentecôte, il se généralise notamment dans l'industrie chimique.

Devant l'opinion qui s'alarme, la fédération des métaux fait, le 3 juin (2), une longue déclaration où après avoir dénoncé solennellement « la campagne intéressée d'une certaine presse qui tend à représenter le magnifique mouvement des ouvriers, comme étant d'inspiration politique » et rappelé les motifs de ces « *occupations momentanées* », elle cherche à légitimer la continuation du mouvement d'occupation.

« Il serait arbitraire de vouloir conditionner la poursuite des conversations engagées entre les deux parties pour la détermination du contrat collectif, à l'évacuation totale des usines de la métallurgie.

(1) *Le Peuple*, 29 mai 1936.

(2) *Le Peuple*, 3 juin 1936.

« ...Ces conflits ne pourront être solutionnés qu'autant que le patronat manifestera un esprit de conciliation aussi large que celui qui anime les responsables du mouvement ouvrier. »

A cette date, près de 300 usines sont occupées dont un grand nombre d'établissements d'alimentation ; Les usines Olida, Damoy, plusieurs chocolateries et plusieurs glaciers, les grands magasins, les fabriques de chaussures et même certains chantiers de travaux publics, notamment ceux de la future exposition de 1937 qui sont les témoins de scènes bruyantes et plus ou moins pittoresques. Fait très grave et susceptible de propager l'affolement, les journaux paraissent avec difficulté et même cessent un moment de paraître car les livreurs des messageries Hachette se sont mis en grève.

D'autre part, le mouvement croît en province. Le Gouvernement sent qu'il faut absolument y mettre fin sous peine de voir éclater la guerre civile. Le 7 juin, il parvient à mettre d'accord sur un texte les délégués de la Confédération Générale de la production française et ceux de la Confédération Générale du Travail. Ce sont les célèbres accords Matignon qui comportent principalement du côté des patrons, la promesse d'établissement de contrats collectifs, la reconnaissance du droit syndical et un réajustement variable des salaires.

Mais en retour, du côté ouvriers, l'article 3 *in fine* spécifie : « ...l'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois », périphrase désignant incontestablement les occupations des lieux du travail.

L'amélioration de la situation que l'on était en droit d'espérer ne se réalise pas. Les mêmes faits qui s'étaient

produits à la suite de l'accord du 28 mai, se renouvellent cette fois encore. Les ouvriers entendent que la reprise s'effectue sur les bases du contrat collectif. Les patrons répliquent : Evacuez d'abord les usines, nous discuterons ensuite des modalités du contrat collectif.

Et ce sont de nouvelles occupations. Les boucheries par les commis bouchers dans les établissements occupant plus de six garçons bouchers. Occupation des hôtels et restaurants, de certaines salles de spectacles, des pharmacies. Occupation des locaux appartenant aux Compagnies d'assurances, laquelle devait être l'une des plus durables.

Les ouvriers agricoles ne veulent pas demeurer en reste avec leurs camarades de l'industrie. La première occupation de ferme semble avoir été faite à Tremblay-les-Gonnesse. Visiblement le mouvement éclate à l'exemple des mouvements industriels et dans leur proximité.

Vers le milieu de juin, la Seine, la Seine-et-Oise, le Nord, l'Aisne, le Pas-de-Calais sont les principaux départements où se rencontrent des occupations de fermes.

Jusqu'à cette époque, cette agitation sociale qui a tant effrayé l'opinion pour des raisons que nous discuterons par la suite n'a, il faut le reconnaître, jamais pris la tournure d'émeutes, à de rares exceptions près, insignifiantes, vu l'ampleur du mouvement.

Un peu partout, il est vrai, le drapeau rouge a été hissé. Des chants révolutionnaires ont retenti. Les poings fermés ont fait le geste redoutable du salut marxiste. Mais n'y avait-il pas là un écho de la récente bataille électorale et de la victoire des partis prolétariens qui la suivit, plutôt qu'une volonté arrêtée de réformer immédiatement et par la violence tout l'édifice social ? Les journaux d'information, dans le but évident de rassurer l'opinion ont

publié maints récits appuyés de nombreuses photographies documentaires, sur les scènes joyeuses qui se déroulaient à l'intérieur des établissements occupés : concerts, jeux, sauteries, c'était la fête perpétuelle.

Cependant vers la mi-juin, il semble que se propage une mystique en vertu de laquelle l'exploitation des moyens de production doit passer aux mains des ouvriers. Le Gouvernement qu'on a vu très occupé à chercher une voie de conciliation problématique, inquiet des réactions politiques et notamment de celles des radicaux-socialistes qui font partie de la coalition gouvernementale, fait un appel radiodiffusé pressant à la sagesse des ouvriers : « Je mets en garde la classe ouvrière contre les éléments étrangers au mouvement syndical et contre tous ceux qui, de droite ou de gauche, tentent d'aggraver ou de prolonger les difficultés présentes ».

Jusqu'aux premiers jours de juillet, il n'y a que peu de changements à noter. Certaines grèves se terminent, d'autres éclatent et toujours des occupations des lieux du travail en sont les résultantes.

Il faut attendre le 7 juillet pour voir vraiment les chefs responsables du mouvement prendre enfin position à son encontre, et cela, à la suite de la séance mémorable du 7 juillet au Sénat.

M. Henry Haye devait interpellier le Gouvernement sur « les mesures que le Gouvernement comptait prendre pour assurer le fonctionnement des services publics, la sécurité des citoyens et le respect des institutions républicaines ». Ses paroles, sur les excès qui s'étaient produits en certains endroits, déclenchent l'émotion de la haute assemblée. Après lui, M. Lemery qui soutient que le mouvement avait

été préparé et soutenu par le parti communiste et derrière lui par l'U.R.S.S. amène cette émotion au paroxysme.

Le ministre de l'Intérieur, M. Salengro, répond en cherchant à minimiser les abus qui ont été rapportés et en faisant valoir les efforts de conciliation déployés par le gouvernement. Ces déclarations ne satisfont pas l'Assemblée.

M. Henry Haye et M. Lemery reviennent à la charge et le discours de ce dernier se termine par cette question : « Est-ce que les occupations d'usines, les occupations de magasins, les occupations de fermes que nous avons eues à déplorer, vont se renouveler ? » Deux des personnalités les plus éminentes du Sénat, MM. Joseph Caillaux et Bienvenu-Martin se joignent à cette demande et M. Bienvenu-Martin ajoute : « Nous prendrons acte des déclarations du Gouvernement, c'est la condition de notre vote » au milieu de l'approbation de presque toute l'assemblée.

Le sort du gouvernement est en jeu. M. Salengro est obligé de prendre nettement position. Dans une nouvelle intervention et pour éviter toute équivoque, M. Bienvenu-Martin lui dicte sa réponse. La voici telle qu'elle figure dans le *Journal officiel* du 8 juillet :

« Le Gouvernement est résolu à assurer l'ordre public. Il entend mettre un terme aux pratiques d'où qu'elles viennent qui le troublent.

« Si demain, des occupations de magasins, de bureaux...

Plusieurs sénateurs : de fermes...

M. Salengro : « Le Sénat voudra bien reconnaître que je fais un effort pour mettre un terme à l'équivoque.

« Si demain, des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le gou-

vernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

Et l'ordre du jour sur lequel le Sénat se sépare, voté à la quasi unanimité, montre bien l'importance qu'il attache à cette déclaration.

« Le Sénat,

« Prenant acte des déclarations du Gouvernement et comptant sur lui pour assurer l'ordre public dans le complet respect des lois républicaines, passe à l'ordre du jour. »

Cette séance mouvementée du Sénat est suivie d'une conférence à l'hôtel Matignon entre MM. Blum, Salengro, Violette, ministre d'Etat, et Rucart, garde des Sceaux, qui se termine sur cette déclaration rassurante : « Le Président du Conseil enregistre et approuve l'attitude prise par le ministre de l'Intérieur ».

Cette fois l'essor du mouvement était brisé. Il y eut encore des occupations. On vit même les ouvriers de la chocolaterie Delespaul-Havez essayer vainement de faire fonctionner l'usine. Il est impossible de terminer en un jour un mouvement qui a affecté si profondément la vie d'un pays. Il est probable aussi que l'interprétation donnée à la presse par M. Salengro de sa déclaration au Sénat (1) favorisa la naissance de nouvelles occupations. Ce qui est certain c'est que la Séance du Sénat du 7 juillet, avait fait craindre aux dirigeants ouvriers, notamment aux commu-

(1) En cas d'une occupation d'usines ou de tout autre lieu de travail, le Gouvernement demandera l'intervention des militants du mouvement syndicaliste à laquelle succèdera s'il en est besoin celle des pouvoirs publics. Ce sera ensuite la confirmation de ces deux interventions puis une intervention commune des militants syndicalistes et des pouvoirs publics. Enfin en cas d'insuccès de ces tentatives de persuasion, le Gouvernement emploierait d'autres moyens ».

nistes et aux syndicalistes, d'être responsables de la chute du gouvernement de front populaire, leur gouvernement. On voit en tous cas les chefs se joindre à la tendance nouvelle affichée par le parti communiste : On ne peut pas tout obtenir, il faut savoir terminer une grève.

On peut même trouver dans l'*Humanité* du 14 juillet, une déclaration de M. Frachon tentant en même temps et de légitimer les occupations anciennes et de montrer l'inutilité de nouvelles occupations.

« Si les ouvriers ont occupé les usines, c'est que leur expérience leur apprenait comment les grèves avaient été brisées par l'appel « aux jaunes ». Maintenant avec la puissance de leurs syndicats, avec leur organisation forte, ils pourront envisager le cas échéant de mener une grève à l'extérieur des entreprises avec autant de succès qu'ils la menèrent au dedans. Et le « Petit Parisien » dans son compte rendu lui ayant fait dire : l'occupation de l'usine est le seul moyen de faire aboutir une grève, les ouvriers recommenceront s'il le faut, M. Frachon protesta très vivement ainsi que le secrétariat du parti communiste.

Le 15 juillet, la C.G.T. faisait publier cette note : « Le bureau communique : mis au courant de la situation et des engagements pris par le Gouvernement devant le Sénat, le bureau de la C.G.T. se déclare prêt à répondre à l'appel du ministre de l'Intérieur en vue de l'évacuation des lieux de travail, étant entendu :

1° Que les tractations s'engageront immédiatement aux fins de solution des conflits, et que l'arbitrage, s'il y a lieu, interviendra dans ce but ;

2° Qu'aucun renvoi ne sera prononcé pour faits de grève ;

3° Que les ouvriers s'engageront pour leur part sans réserve à respecter les accords intervenus, le gouvernement interviendra près des patrons pour que ceux-ci respectent dans leur lettre et dans leur esprit les engagements pris.

Dans ces conditions, on pouvait être sûr que la France ne s'acheminerait pas, pour l'instant du moins, vers des événements analogues à ceux qui se déroulèrent en Italie avant l'époque fasciste et peut-être même vers des événements plus graves encore.

Mais l'alerte avait été chaude. Nous sommes conduits à étudier les répercussions du mouvement et les causes de leur ampleur.

CHAPITRE II

LES RÉPERCUSSIONS

SECTION I. — LE MALAISE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Nous venons de voir comment le mouvement avait atteint presque toutes les branches de l'activité économique nationale. Si l'on eut pas à déplorer de sang versé, la vie du pays s'en trouva cependant fort ébranlée. D'une manière générale, il y eut un ralentissement des échanges et une hausse des prix à laquelle furent surtout sensibles ceux que ne soutenait aucun enthousiasme pour le gouvernement de front populaire. Les manifestations extérieures des grévistes firent le reste. Cette profusion d'emblèmes révolutionnaires flottant autour de Paris, dans presque toutes les rues de sa banlieue, et un peu partout sur les établissements « occupés ». Les « rassemblements » fréquents au son de l'*Internationale* accompagné du salut marxiste créèrent dans le camp adverse et chez ceux qui n'avaient pas d'opinions politiques bien arrêtées une atmosphère d'inquiétude.

Des campagnes de presse très violentes s'attachèrent au caractère ordonné, discipliné semblait-il de l'agitation. De là à soutenir qu'il s'agissait d'un mouvement révolution-

naire minutieusement préparé et en cours d'exécution, il n'y avait qu'un pas et ce pas fût vite franchi.

Le 12 juin notamment, l'hebdomadaire « Gringoire » publiait un compte rendu sténographique des vœux émis le 26 juillet 1935 à la deuxième séance du VII^e congrès du Komintern par l'allemand Reck :

« ... Pour atteindre l'unité d'action, la classe ouvrière passera par une série de mouvements de grèves. Celles-ci doivent être dirigées par les noyaux révolutionnaires dans les syndicats ouvriers. Il faudra organiser des grèves démonstratives qui attireront les masses ouvrières par des buts immédiats comme par exemple, l'amélioration des conditions du travail. *Employer des méthodes nouvelles qui détruisent le fétichisme de la propriété capitaliste.* »

Les partis ouvriers ont d'ailleurs toujours protesté de la spontanéité de leur mouvement et affirmé que la nouvelle tactique de grève avait seulement pour but d'éviter que les patrons ne prissent à leur service de nouveaux travailleurs, ceux que les ouvriers appellent « les jaunes », pour faire échouer les grèves.

Quoi qu'il en soit, pour beaucoup de Français le pays allait à la Révolution. Il faut avouer que des scènes comme celles que M. Henry Haye a dénoncées du haut de la tribune du Sénat, bien qu'elles furent, nous le répétons, exceptionnelles, pouvaient facilement le faire croire. Qu'on se souvienne seulement de cette partie du discours de M. Henri Haye où il affirme qu'à Versailles, durant la grève des employés des pompes funèbres « pour satisfaire aux exigences du soviet local, les cercueils ne furent délivrés aux familles qu'à la condition expresse qu'ils seraient dépourvus de tout ornement et confectionnés strictement en planches de sapin ».

SECTION II. — LES CAUSES

Pourquoi ce trouble puissant dans les esprits ? Evidemment, il y avait un peu partout atteinte à la liberté individuelle. Des surveillants, des inspecteurs dans les grands magasins, des ingénieurs et contremaîtres d'usines s'étaient vus refuser plus ou moins brutalement la permission de sortir librement de l'établissement occupé. Mais chacun sait que la grève est une guerre économique qui exige une discipline stricte pour réussir et généralement l'opinion n'insiste pas outre mesure pour connaître comment cette discipline a été finalement consentie. Le temps n'est plus où Waldeck-Rousseau déclarait : « que le droit d'un seul homme à travailler est aussi respectable que le droit de dix mille autres à se mettre en grève ». D'autre part, s'il ne s'était agi que d'un nouveau procédé de grève venant après, la grève perlée, la grève des bras croisés, etc., cela aurait déchaîné quelques protestations, bien sûr, mais sans comparaison avec le trouble profond qu'accompagna l'occupation des lieux de travail.

Pourquoi ce trouble immense ?

C'est qu'il y avait attaque brutale contre l'un des droits fondamentaux de notre société, la propriété privée.

Qu'on le veuille ou qu'on le regrette, il est indéniable que le mobile qui fait agir l'homme, c'est aujourd'hui encore, l'intérêt. Il travaille parce qu'il est certain de pouvoir compter immédiatement sur le fruit de ses efforts. Il épargne parce qu'il est certain d'y pouvoir compter dans l'avenir, et de pouvoir ainsi assurer l'avenir de ses enfants. Telle est l'utilité essentielle du droit de propriété privée et telle est la raison de sa perpétuité.

Il est possible d'imaginer une société reposant sur des bases toutes différentes ; une société communiste, par exemple, mais l'évolution historique contemporaine nous montre la force de cette idée de propriété privée par sa réintégration progressive dans les programmes des partis politiques qui en faisaient originairement abstraction et par les actes des peuples qui croyaient la supprimer pour toujours.

Il apparaît donc bien que la propriété ait une base sociale incontestable. Nous conviendrons d'ailleurs que c'est cet aspect qui justifie les limitations dont ce droit a été l'objet dans notre législation.

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen, acte de foi de la thèse individualiste triomphante, après avoir proclamé la propriété, « droit inviolable et sacré » prévoyait déjà dans son article XVII, sa limitation par « la nécessité publique légalement constatée ». Et notre article 544 du Code Civil imprégné du même esprit rappelle pourtant que « les lois ou règlements » peuvent restreindre l'usage du droit de propriété.

Et ces lois et règlements prévus par le Code Civil ne cessent de naître surtout depuis la Guerre. Nous rappellerons seulement : le règlement de l'usage des eaux courantes, les obligations imposées à la propriété forestière, les lois sur le reboisement des terrains en montagne, la constitution de la propriété minière en propriété distincte concédée par l'Etat et sur laquelle le propriétaire du sol n'a pas de droit acquis, les obligations imposées aux propriétaires urbains, qui sont autant de dispositions inspirées par le principe qu'il y a des intérêts généraux auxquels doit se plier le droit de propriété.

Plus près de nous, nous rappellerons la législation en

matière de loyers qui restreint incontestablement le droit du propriétaire de jouir et de disposer de ses locaux.

L'intérêt social, qui réclame fréquemment des limitations aux droits du propriétaire, conduit même dans certains cas à le priver de sa propriété, c'est l'expropriation pour cause d'utilité publique et ce sont les réquisitions militaires. Mais cette dépossession ne peut se réaliser en l'état de nos mœurs et de notre législation qui les reflète, sans l'attribution d'une juste et préalable indemnité.

Ce qui nous amène à examiner la propriété sous un nouvel aspect : celui de la justice.

Il est non seulement conforme à l'utilité sociale, que l'homme conserve les fruits de son labeur, mais encore cela est juste. Cela est juste parce que en fin de compte, il s'agit pour lui de vivre et qu'il ne pourra subsister qu'en consommant les produits qu'il a fabriqués lui-même ou qu'il a échangés pour ceux-ci.

Et si l'idée d'utilité sociale peut tendre à restreindre le droit de propriété, il est remarquable de constater que l'idée de justice tend à l'étendre dans des proportions importantes. C'est ainsi que des lois ont introduit de nouvelles formes de propriété dont notre Code ne s'était guère soucié.

On parle maintenant de propriétés industrielles sur les droits attribués aux inventeurs sur les inventions et découvertes, sur les marques de fabrique et de commerce. De propriété commerciale sur le droit au bail du commerçant ou de l'industriel, de propriété artistique et littéraire sur les productions intellectuelles des écrivains ou artistes.

Evidemment il ne s'agit pas du tout, au point de vue juridique, d'un droit comparable à celui que vise l'article 544, sur les choses. Mais ce que recherchent toutes ces dis-

positions, c'est de conserver aux producteurs les bénéfices matériels et moraux de leurs créations.

Il y a donc dans l'idée de propriété privée deux éléments qui s'opposent par leurs effets. Un élément social qui tend à limiter la notion elle-même, et un élément de justice qui tend au contraire à l'accroître.

Lorsqu'il s'agit d'une grosse entreprise capitaliste employant des milliers et des milliers d'ouvriers, c'est le premier élément qui l'emporte. Et dans ces entreprises dont la forme d'exploitation est généralement la société anonyme où les véritables propriétaires ne prennent presque aucune part à la gestion, on a pu soutenir que les instruments de productions appartenaient beaucoup plus aux ouvriers qu'aux actionnaires. Ceux qui ont vu dans le mouvement ouvrier de ces derniers temps, autre chose qu'un mouvement spontané, ne se sont pas fait faute d'affirmer que tel était sa raison d'être.

Si le fait était exact, il faudrait constater devant l'émoi profond du pays, que nos mœurs ne répondent pas encore à une telle conception sociale. L'hostilité finale au mouvement de tous les partis politiques, même du parti communiste et même de la C.G.T. comme nous l'avons vu dans notre étude historique en constitue l'éclatante démonstration.

En supposant qu'un jour une telle conception fût adoptée, l'élément de justice s'opposerait toujours à la dépossession brutale. Il y aurait là une nouvelle cause d'expropriation pour utilité publique qui ne pourrait avoir lieu sans une juste et préalable indemnité. Ou alors, on aurait l'impression qu'une grave iniquité se préparerait dont seul un pays déchiré par la révolution peut donner l'exemple.

Il n'était pas possible que dans un pays où le droit

de propriété privée est un des rouages essentiels de la machine sociale, le mouvement que nous étudions ne heurta pas les dispositions législatives.

Nous nous sommes justement proposés de montrer que les principaux problèmes juridiques soulevés par l'occupation des lieux du travail pouvaient trouver leur solution dans nos lois ou dans les décisions de nos tribunaux.

DEUXIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES DE LA LIBÉRATION DES LIEUX OCCUPÉS

CHAPITRE PREMIER

LES PROCÉDÉS EXTRA-JUDICIAIRES

SECTION I. — ACTES DE JUSTICE PRIVÉE DU PROPRIÉTAIRE

Nous avons vu dans les chapitres qui précèdent combien grande avait été l'émotion soulevée par ce qui paraissait à première vue n'être qu'un nouveau procédé de grève. La première réaction des employeurs n'aurait-elle pas pu être d'utiliser la ruse ou même la violence pour libérer leurs entreprises ? La question ne peut se poser que dans les entreprises de grandeurs moyennes car en ce qui concerne la grosse industrie où plusieurs milliers d'ouvriers travaillent à l'usine, la supériorité de la force demeure forcément du côté des ouvriers.

Au premier abord, il semble que les progrès du droit ayant justement consisté à substituer la répression publique à la justice privée, en l'état actuel de nos mœurs et de nos lois, nul ne peut être admis à se faire justice lui-même.

Cependant, comme nous aurons l'occasion d'y revenir, le droit pénal est un droit strict qui ne vise que des délits limitativement déterminés par la loi. Supposons que les patrons soient assez astucieux pour trouver un moyen d'expulser leurs ouvriers en grève, sans cependant commettre un délit, il sera impossible d'incriminer leur attitude au point de vue du droit pénal.

Monsieur Vallimaresco dans sa thèse sur le droit de justice privée (1) rapporte de nombreux exemples de tels faits. Nous retiendrons particulièrement l'acte du bailleur, qui pour forcer à déménager le locataire sans titre qui se maintient indûment sur les lieux, enlève les portes et les fenêtres de son local. Un jugement du Tribunal Civil de Ruffec du 20 décembre 1906 légitime en ces termes l'attitude du propriétaire :

« Attendu qu'un particulier qui occupe indûment un immeuble ne saurait reprocher au propriétaire l'exercice de ce droit, si le propriétaire n'a d'ailleurs commis aucune violence soit vis-à-vis de cette personne, soit vis-à-vis des meubles ou objets mobiliers lui appartenant ; qu'il ne peut que s'en prendre à lui-même si le propriétaire en exerçant son droit lui cause indirectement des ennuis ou préjudices » (2).

L'étude des faits nous donne peu d'exemples de ces méthodes. Les patrons, soit pour éviter des événements graves, soit par le sentiment de leur conservation personnelle, malgré des excitations hélas trop souvent intéressées, ont su garder leur calme. Il faut s'en féliciter. Une autre attitude de leur part aurait pu avoir pour le pays des conséquences incalculables.

(1) Paris, 1926.

(2) *G. P.*, 1907-1-209.

Cependant, on a pu voir à Paris, un restaurant évacué sans douceur par le propriétaire aidé de quelques amis politiques et à Tourcoing, vers la fin du mois d'octobre, la curieuse expulsion des ouvriers garnissant depuis onze semaines la cour de l'usine, par les patrons armés « ... de quatre lances à incendie ».

Remarquons que dans ces deux exemples, « les voies de fait et violences légères » punies par la loi du 3 brumaire, an IV, de peines de simple police, ont probablement été commises. Mais en fait ces affaires n'eurent pas de suite, les ouvriers et leurs dirigeants ayant eu plus ou moins l'impression que leur hardiesse était mise en défaut par une hardiesse plus grande des patrons, la partie était perdue pour eux.

SECTION II. — INTERVENTION DE LA POLICE

Il est exact que le fait de la justice privée répugne à nos mœurs. C'est pourquoi nous sommes en droit d'attendre de la puissance publique l'aide et l'assistance dont nous avons besoin. C'est le rôle de ce que le Code des délits et des peines du 3 brumaire, an IV, appelait la police administrative.

Art. 10 : « La police administrative a pour objet le maintien de l'ordre public... Elle tend principalement à prévenir les délits... »

Quel est en premier lieu cet ordre public dont la police administrative entend conserver le maintien ? Nous nous en référons à la célèbre définition de M. Hauriou, (1). « L'ordre public, écrit M. Hauriou, est l'ordre matériel et exté-

(1) Précis de droit administratif.

rieur considéré comme un état de fait opposé au désordre, l'état de paix opposé à l'état de trouble ».

Qui peut raisonnablement soutenir que le mouvement d'occupation des usines n'ait pas amené le désordre et le trouble ?

Recherchons maintenant les détenteurs de ces pouvoirs de police lesquels doivent intervenir de leur propre autorité ou en tous cas sur réquisitions des victimes. Ce sont les maires et les commissaires de police.

Les occupations d'usines rentrent en effet incontestablement dans le cadre du paragraphe II de l'article 97, de la loi municipale du 5 avril 1884, article qui énonce les devoirs de la police municipale et qui est ainsi conçu :

Paragraphe II : « Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues ; le tumulte excité dans lieux et assemblées publics, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ».

Les maires et commissaires de police furent sollicités d'intervenir dans des cas innombrables. Il ne paraît pas que le cri des patrons rapporté par Monsieur Albert Sarraut (1) lors de la séance mémorable du Sénat dont nous avons déjà parlé : « Non, surtout pas cela, pas de force armée » ait été proféré de nombreuses fois.

En agissant de la sorte, le Gouvernement avait le louable souci d'éviter les effusions de sang et de prévenir de graves événements sociaux. Nous verrons plus loin que

(1) *Journal officiel* du 8 juillet 1936.

l'exemple de la Belgique semble aller à l'encontre de ce raisonnement.

Généralement les événements se passèrent ainsi que le décrit le *Daily Mail* du 3 juin, en ce qui concerne l'occupation de la succursale parisienne de la firme anglaise « Huntley et Palmers ». Les commissaires de police répondaient aux patrons que leur intervention était impossible en raison des troubles qui pouvaient en résulter et en guise de consolations, il ajoutaient que leurs cas étaient loin d'être isolés et que le même phénomène se reproduisait un peu partout...

En agissant de la sorte, les détenteurs des pouvoirs de police ont certainement engagé leur responsabilité ou la responsabilité de certaines personnes morales administratives.

La question sera étudiée en détail dans notre troisième partie.

CHAPITRE II

LA VOIE JUDICIAIRE DE L'EXÉCUTION FORCÉE

SECTION I. — L'ACTION

Le patron, comme nous venons de le voir, se heurte à l'indifférence de la police. Cela ne saurait trop nous étonner, hélas. C'est l'un des signes de la décadence de notre administration ou trop de fonctionnaires hésitent à prendre les responsabilités qui incombent aux devoirs de leur charge. Les conséquences de leur acte pourraient leur amener l'inimitié de leurs chefs dont les tendances politiques ne sont pas les leurs, alors ils n'agissent pas ; ils exigent pour agir d'être couverts par une autorité supérieure à la leur et réputée impartiale. En l'occurrence c'est l'autorité judiciaire qui leur donnera dans la formule exécutoire, l'ordre de mettre ses sentences à exécution :

« Le Président de la République mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit jugement à exécution. Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux d'y tenir la main. A tous officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis ».

Le fondement juridique d'une action tendant à la libération des lieux du travail ne saurait être difficile à décou-

vrir ? Nous avons vu, en examinant les faits et leurs répercussions, que le mouvement portait une atteinte incontestable au droit de propriété privée défini par l'article 544 de notre Code Civil. « Le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements ». L'article 544 sera le fondement légal de ces actions. Les décisions qui seront rendues en la matière et que nous examinerons plus loin ne prendront même pas la peine d'invoquer expressément cet article. Elles se contenteront de constater, ainsi que le fait l'ordonnance de référé du Tribunal Civil de Douai du 3 octobre 1936 (1) ; « que les défendeurs sont sans droits ni titres pour se maintenir dans les lieux ».

Remarquons que notre Code, dans sa volonté de protéger l'un des droits fondamentaux de notre société, ne se contente pas de protéger le droit lui-même, mais encore l'apparence extérieure de ce droit.

Le simple possesseur, autrement dit a, lui-même en son pouvoir le moyen de rentrer en possession. Ce moyen, c'est l'action possessoire de réintégrande.

Cette remarque n'aura d'ailleurs qu'un intérêt pratique restreint. Il faudrait supposer un patron dont le titre soit contesté ou bien présente certaines anomalies de fond ou de certains vices de forme. Ledit patron aurait à sa disposition l'action possessoire de réintégrande pour obtenir l'évacuation de son usine.

On sait que la jurisprudence favorise le plus qu'elle peut les conditions d'exercice de cette action, conformément à l'adage célèbre « *Spoliatus ante omnia restituitur* ».

(1) *G. P.*, 15 octobre 1936.

« dus ». Elle est donnée, non seulement au possesseur, mais à tous détenteurs même précaires d'un immeuble, locataire,... fermier, etc...

De plus, la réintégrande n'exige pas, comme les autres actions possessoires, une possession annale ni même continue. Elle ne requiert qu'une condition, une détention paisible et publique. Enfin, comme toutes les actions possessoires, la réintégrande s'intente devant le Juge de Paix de l'immeuble litigieux.

Examinons maintenant le cas général de l'employeur dont l'usine, le fonds de commerce ou la ferme est occupé par ses employés.

Quelle juridiction va-t-il saisir ? La loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des Juges de Paix dans son article 3, attribue bien au Juge de Paix compétence pour « les expulsions de lieux ».

Mais il résulte de la jurisprudence que cette disposition s'entend uniquement pour le cas où la demande est fondée sur un bail et qu'il n'y a aucune contestation quant au droit de propriété (1), qu'en tous cas, le Juge de Paix n'est pas compétent lorsque la demande d'expulsion se fonde, non sur un bail mais sur un droit de propriété invoqué par le demandeur (2).

Seuls donc, les tribunaux civils seront compétents.

Nous estimons en outre que dans ces affaires, l'application des articles 806 et suivants du Code de Procédure Civile est toujours justifiée.

Les patrons, victimes d'occupation de leurs établissements pourront toujours à notre avis, utiliser la procédure expéditive du référé devant le Président du Tribunal Civil.

(1) Notamment *D. P.*, 1926-1-14.

(2) *Ch. civil*, 3 février 1915 — *D. P.*, 1919-1-37.

Le caractère d'urgence des mesures d'expulsion requises, se justifie à la fois par le trouble grave apporté dans la vie sociale et par la nécessité de limiter les dommages causés aux patrons par l'impossibilité de disposer de leur bien.

On a soutenu que le Juge des Référés pouvait se déclarer incompétent pour les affaires relevant quant au fond de la compétence des tribunaux répressifs (M. Gaston Réau « questions prud'hommales, fiscales, commerciales »).

Ce point de vue nous semble en désaccord avec l'opinion de la jurisprudence. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 23 novembre 1927 (1) décide notamment que le Juge des Référés demeure compétent nonobstant la règle « *Una via electa* » pour ordonner en cas d'urgence une mesure provisoire dépendant d'une action pénale engagée par le demandeur avec constitution de partie civile devant la juridiction répressive.

De très nombreuses ordonnances sont intervenues. Le Juge des Référés s'est toujours reconnu compétent et ne s'est jamais arrêté aux protestations et défenses présentées par les ouvriers. Il nous reste à examiner celles-ci.

SECTION II. — LES DÉFENSES DES OUVRIERS

Débarrassons-nous des arguments de pur fait. Les ouvriers sont venus à la barre exprimer leurs doléances contre les patrons : Diminution de salaires, renvoi injustifié, non-reconnaissance par les patrons du droit syndical, etc... Le Président ne pouvait s'arrêter à ces considérations parce qu'il n'existe dans nos lois aucune disposition permettant

(1) *D. P.*, 1928-1-151 (avec une note de M. André Henry).

aux ouvriers de se maintenir sur les lieux du travail en cas de manquement des patrons à leurs engagements. Le juge se borne à appliquer la loi et il constate comme il l'a fait dans l'ordonnance rendue par le Tribunal Civil de Douai, précité : « Que leurs arguments sont de pur fait et de simple opportunité et par suite sans valeur au regard de la question »... pour les écarter délibérément.

Arrivons maintenant aux arguments de droit, aux défenses présentées par les ouvriers. Nous les trouvons, croyons-nous au nombre de deux.

Une ordonnance de référé du Tribunal Civil de Pau du 9 juillet 1936 au profit des Ets Crosnier contre les époux Cardes et Estèbe (1) démontre l'inopposabilité d'un premier argument.

Les ouvriers soutenaient qu'ils étaient liés aux patrons par un contrat de travail et que l'inexécution par ceux-ci de certaines clauses de ce contrat légitimaient leur propre inexécution.

L'ordonnance de Pau rappelle brièvement que « le contrat de louage d'ouvrage, ne confère au salarié aucun droit sur les immeubles où est exploité l'entreprise, ni sur les meubles, les marchandises et l'outillage servant à l'exploitation ».

Qu'il y a donc « voie de fait ».

Le second argument n'a pas eu plus de succès.

Les grévistes ont songé à utiliser la loi du 25 mai 1864 permettant aux ouvriers de « se concerter pour obtenir une amélioration de salaires assurant la vie de leur famille et la leur » et supprimant dans les articles 414, 415, 416 du Code Pénal, le délit de coalition.

(1) *G. P.*, 24 juil. 1936.

C'est cette loi qui, indirectement, accorde aux ouvriers le droit de grève.

Le Président du Tribunal Civil de Château-Thierry devant qui ces dispositions avaient été invoquées, n'eut aucune peine à répondre (1) « que les dits agissements ne sauraient trouver leur origine dans les dispositions légales sus rappelées..., ces dispositions légales ne pouvant permettre l'occupation de locaux professionnels ni constituer l'abolition du droit de propriété ou un obstacle même momentané audit droit... »

L'employeur désormais muni d'une décision judiciaire portant titre exécutoire va-t-il pouvoir mettre l'action des pouvoirs publics en marche et faire libérer son usine ? Dans la généralité des cas, il n'y réussira pas. Le Parquet reçoit des instructions formelles de ne pas exécuter et la formule exécutoire demeure lettre morte.

Cela nous conduit de nouveau à la question des responsabilités engagées, question à laquelle nous avons déjà fait allusion après avoir constaté la carence de la police. Si l'employeur n'est pas réintégré immédiatement dans son droit il est juste qu'il soit au moins indemnisé des préjudices de toutes sortes qu'il subit.

Comment et contre qui cette responsabilité sera-t-elle mise en jeu, c'est ce que nous examinerons dans le cours de la troisième partie à laquelle nous arrivons.

(1) 11 juillet 1936. Cugnaud contre Brihaye et Autres. *G. P.*, 24 juillet 1936.

TROISIÈME PARTIE

LE PROBLÈME DES RESPONSABILITÉS

Le droit de propriété privé à une importance si considérable dans notre législation qu'il est protégé à la fois par le droit privé et par le droit public.

En droit privé, l'atteinte à la propriété est prévue par le droit pénal quand elle constitue un délit pénal et par le droit civil en ce qui concerne la réparation pécuniaire du dommage causé.

En droit public, le progrès de la civilisation consistant avant tout, pour la société, à assurer la sécurité des citoyens, celle-ci a le devoir de garantir cette sécurité sous sa responsabilité.

Nous sommes donc conduit à diviser le titre des responsabilités en trois chapitres.

Chapitre I. — Les responsabilités pénales.

Chapitre II. — Les responsabilités de droit civil.

Chapitre III. — Les responsabilités de droit public.

CHAPITRE PREMIER

LES RESPONSABILITÉS PÉNALES

SECTION I. — LES DÉLITS CONNEXES

Il est hors de doute que l'occupation des lieux de travail s'accompagna parfois de délits pénaux, voir même de crimes.

Ces délits, montés en épingle par la presse anti-gouvernementale, furent excessivement rares. Nous insistons sur ce fait.

Nous allons voir pour quelle raison, en les décomposant en leurs éléments constitutifs. En fait, ni le Parquet ni les particuliers ne prirent à notre connaissance, l'initiative des poursuites.

Certains journaux d'opposition gouvernementale relevèrent dans les différents cas d'occupation le vol (art. 379 du C. Pénal) la séquestration des personnes (art. 341 du C. Pénal), l'extorsion de signature par force, violences ou contrainte, la destruction faite en bande, de denrées et de marchandises (art. 440 et 442).

Ne nous étonnons pas de constater que des peines extrêmement graves allant jusqu'aux travaux forcés punissent ces infractions. Cette sévérité n'a rien de surprenant à l'époque de la rédaction du Code Pénal. Après soixante ans de paix intérieure relative, les Français ont perdu la notion

de ce que sont les troubles civils graves ? Il n'en était pas de même alors. L'expérience des coups de mains et des guerres civiles était toute fraîche et le Premier Consul porté au pouvoir par le vœu de tous ceux qui entendaient consolider dans l'ordre les avantages que leur avait procurés la révolution, savait mieux que tout autre à quel danger précis sa tentative était exposée.

Le moins grave de ces délits est celui de l'art. 379 relatif au vol et définissant celui-ci : « La soustraction frauduleuse d'une chose ne vous appartenant pas ». Remarquons toutefois que le fait qu'il a pu être commis par un ouvrier compagnon ou apprenti en fait une circonstance aggravante entraînant une peine de réclusion.

Il n'est, à notre connaissance qu'un exemple au reste très particulier, où un vol ait pu être parfois commis.

Nous voulons parler des cas où les ouvriers en grève ont utilisé l'eau, l'électricité, le gaz de l'usine d'une *manière frauduleuse*, par exemple lorsqu'ils ont rétabli sciemment le courant que les patrons avaient coupé.

Cette infraction semble évidemment bien bénigne auprès de celle à l'examen de laquelle nous sommes maintenant conduit et qui a été malheureusement perpétrée à plusieurs reprises.

Nous voulons parler de la séquestration prévu par l'art. 341 du Code Pénal et puni comme un crime. L'article 341 est ainsi conçu :

« Seront punis de la peine des travaux forcés à temps, ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors le cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques ».

Il arriva malheureusement assez fréquemment que des patrons, des directeurs, des contremaîtres se virent refuser

pour un temps plus ou moins long, mais qui ne dépassa pas un jour ou deux, la permission de sortir des lieux occupés.

Or, la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour décider qu'il suffit qu'une personne n'ait pu se retirer librement pour qu'on puisse la considérer comme ayant été « arrêtée » comme le prévoit l'article 341. La jurisprudence est fixée dans ce sens depuis une très vieille affaire jugée par la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, le 16 juin 1847 (1).

C'était au temps où la contrainte par corps existait contre les débiteurs défaillants. Un huissier et un Juge de Paix furent tenus enfermés durant quelques instants seulement par un débiteur qui voulait se donner le temps de prendre la fuite. Celui-ci fut pourtant reconnu coupable.

Le caractère illégal de l'arrestation ou de la séquestration des patrons ou du personnel dirigeant ne saurait faire de doute ? De plus, les ouvriers connaissaient parfaitement ce caractère illégal. L'infraction est incontestable.

Remarquons d'ailleurs que l'art. 343 réduit la peine à l'emprisonnement de deux à cinq ans pour les coupables non encore poursuivis et qui ont rendu la liberté à la personne arrêtée séquestrée ou détenue, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration.

Examinons maintenant s'il y a pu avoir, comme on l'a prétendu, infraction à l'article 400 du Code Pénal, punissant le crime d'extorsion de signature.

Que, dans certains cas, des patrons eussent pu arguer au point de vue civil de la nullité de leurs engagements, leur consentement ayant été vicié par la violence, cela

(1) *D. P.*, 1-77.

paraît probable. Mais le mot extorsion a une signification beaucoup trop grave pour pouvoir s'appliquer aux faits d'occupation. De plus, un des éléments du délit tel qu'il est entendu par la jurisprudence à savoir : l'existence d'un préjudice actuel ne se retrouve pas ici. Le patron n'a qu'à suspendre l'application du contrat s'il s'estime légitimement en droit de le faire.

La dernière disposition que nous avons l'intention d'examiner dans cette première section est celle des articles 440, 441 et 442 du Code Pénal, qui visent nettement les conséquences ordinaires des émeutes et troubles graves.

L'article 440 déclare :

« Tout pillage, tout dégât de denrées ou de marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte sera puni des travaux forcés à temps, chacun des coupables sera de plus condamné à une amende de 2.000 à 5.000 fr. ».

Mais nous avons vu justement, en étudiant les faits, qu'à l'inverse de ce qui s'est passé en Italie, les occupations avaient eu lieu en France d'une manière relativement calme et pacifique. Nous sommes donc bien loin des « bandes » dont parle le Code et surtout, il ne saurait être question de pillage commis à « force ouverte » même dans les cas où quelques désordres peu graves se sont produits.

Cette brève étude des délits et des crimes que le mouvement d'occupation a pu susciter nous a permis de nous rendre compte que seuls, les articles 341 sur la séquestration des personnes et 379 sur le vol auraient pu recevoir quelques applications.

Mais le mouvement lui-même ne constitue-t-il pas un délit ? La question est extrêmement importante en elle-même. Mais de plus, sa résolution facilitera ou au contraire

rendra extrêmement difficile et aléatoire la résolution du problème de la responsabilité pécuniaire que nous envisagerons au chapitre suivant. L'un des fondements légaux les plus importants de l'action en responsabilité étant la loi du 5 avril 1884 réprimant les *délits* commis par les attroupements ou rassemblements.

Nous estimons que les occupations des lieux de travail enfreignent deux dispositions légales, l'art. 184 sur la violation de domicile et l'art. 414 sur les atteintes à la liberté du travail. Nous allons consacrer une section à l'étude de chacune d'elles.

SECTION II. — LA VIOLATION DU DOMICILE

Le délit de violation du domicile a été consacré par un grand nombre de textes et, particulièrement par la Constitution de 1791, titre IV, article 9.

Mais ce principe qui peut être considéré comme l'une des bases fondamentales de la liberté civile des citoyens n'a jamais trouvé dans nos lois une sanction bien efficace. A ce point de vue, la législation française est très inférieure à la législation des peuples anglo-saxons et germanique.

Le Code Pénal de 1810 ne punissait dans son art. 184, que les violations de domiciles commises par des individus détenteurs à quelque titre que ce soit de la puissance publique et par abus d'autorité.

Le texte actuel date de la réforme de 1832. Les peines prévues ont été augmentées et de plus un second paragraphe ajouté à l'article 184 prévoit et punit la violation du domicile commise par un particulier. Voici ce nouveau paragraphe :

« Tout individu qui se sera introduit à l'aide de menaces ou de violences dans le domicile d'un citoyen sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 200 fr. ».

On remarquera que le législateur montre dans la rédaction de ce texte, son peu d'empressement à sanctionner la violation de domicile commise par un particulier. Il y met une condition restrictive et qui n'existe pas en ce qui concerne la violation de domicile commise par un abus d'autorité ; il faut que l'individu coupable se soit introduit à l'aide de *menaces ou de violences*.

Tel qu'il est, pourtant, ce texte nous semble pouvoir s'appliquer à notre cas.

Disons tout de suite que la jurisprudence n'a pas adopté la même opinion, dans les cas extrêmement rares où elle s'est prononcée. Un jugement du Tribunal correctionnel de Bordeaux du 11 juillet 1936 (1) estime notamment insuffisamment démontré « que les ouvriers aient contrevenu aux dispositions de l'article 184 ».

Le deuxième paragraphe de l'article 184 exige la réunion de cinq éléments, savoir :

- 1° Un fait d'introduction ;
- 2° Des violences ou menaces qui aient aidé l'introduction ;
- 3° La circonstance que cette introduction ait lieu contre le gré de l'habitant ;
- 4° Le fait que l'introduction ait lieu à son domicile ;
- 5° L'intention délictuelle de l'agent.

Nous allons étudier chacun de ces éléments et nous

(1) *G. P.*, 4 août 1936.

verrons qu'ils se retrouvent tous dans l'occupation des lieux du travail telle qu'elle s'est effectuée dans la généralité des cas.

1° *Fait d'introduction.* — C'est l'absence de ce premier élément que visait probablement le Président du Conseil, M. Léon Blum, lorsqu'il s'écriait à la Tribune de la Chambre, le 6 juin 1936 (1) :

« ...Ces premiers phénomènes qu'on a qualifiés pas très exactement, à mon avis, d'occupation d'usines car aucune usine n'a été occupée du dehors, mais qui sont plutôt l'installation dans l'usine des ouvriers y restant même après la cessation du travail ».

Autrement dit, les ouvriers ne se sont pas « introduits » dans l'usine, ils n'y ont pas pénétré avec la volonté de l'occuper immédiatement. Ils se sont contentés d'exécuter leur contrat de travail, ce qui impliquait leur présence dans l'usine. Et puis une fois dans l'usine, ils s'y sont « installés » à demeure.

Cette conception nous paraît d'une subtilité contestable. En réalité quand sonne l'heure de la cessation du travail, l'ouvrier n'a plus aucun lien juridique qui le rattache à la demeure de son patron. Nous avons vu qu'il est sans droit ni titre à se maintenir sur les lieux. Si nonobstant cette situation, il demeure à l'atelier, y passe la nuit et y prend ses repas, il est certain qu'il a « pénétré » dans ces lieux au sens de l'article 184.

Cela est si vrai que l'on a pu voir des ouvriers appartenant aux syndicats chrétiens, s'installer dans l'usine durant les heures de travail et quitter celle-ci ensuite, alors que leurs camarades affiliés à la C.G.T. demeuraient sur

(1) *J. O.* du 6 juin 1936.

place. Ces ouvriers ne commettaient pas le délit de l'article 184.

L'étude du deuxième élément va nous mettre en présence d'objections d'ordre juridique beaucoup plus sérieuses.

2° *Les violences ou menaces.* — C'est sur l'absence de ce deuxième élément que semble se fonder le jugement du Tribunal correctionnel de Bordeaux déjà cité, pour rejeter l'existence du délit. Sur ce point, nous trouvons une nette évolution de la jurisprudence dans un sens extensif.

Un jugement de la Chambre des Appels Correctionnels de Caen du 10 juillet 1878 (1) après avoir rappelé les conditions mises par le législateur à l'application de l'art. 184, paragraphe 2, plus strictes que lorsqu'il y a abus d'autorité, conclut :

« Attendu que les inculpés, pour entrer dans la maison de Fouques, n'ont employé ni menaces, ni violences, non pas seulement contre la personne de Fouques, mais encore contre les clôtures de sa maison, que le mot violence comporte nécessairement l'emploi de la force, et qu'il est certain que les prévenus n'ont usé d'aucune force pour s'introduire dans le domicile du susnommé. P.C.M. Réforme... »

Nous voyons nettement affirmé, que le mot violence comporte nécessairement l'emploi de la force.

Tout autre est l'opinion d'un arrêt de la Chambre des Appels Correctionnels de Paris du 3 mars 1893 (2).

Voici l'espèce dans laquelle cet arrêt est intervenu. Un sieur Bigot ayant vendu à une demoiselle Debriège, deux malles en osier et ayant reçu en acompte deux malles usagées, émit la prétention de reprendre les deux malles ven-

(1) Aff. : Fouques contre Lecomte.

(2) D. P., 95-1-407.

dues et de restituer celles qu'il avait reçues en acompte. Lorsqu'il se présenta, la demoiselle Debriège était absente et il fut reçu par deux domestiques qui tentèrent vainement de l'empêcher de pénétrer dans l'appartement. Il y pénétra malgré cette opposition et se fit suivre de quatre hommes de peine qu'il avait amenés avec lui.

Donc il n'y avait pas eu emploi effectif de la force et cependant l'arrêt déclare :

« Considérant que bien qu'il n'apparaisse pas qu'aucune violence ait été exercée contre les deux femmes qui gardaient l'appartement occupé par la demoiselle Debriège, l'irruption subite de cinq individus doit être considérée dans les circonstances de la cause comme ayant été de nature à exercer sur les personnes présentes une impression assez forte pour qu'elles aient cru devoir, par prudence, renoncer à toute résistance matérielle et même cesser leurs protestations, que dans ces circonstances, la violence est suffisamment caractérisée au sens de l'art. 184 du Code Pénal ».

Ce dernier arrêt semble avoir fixé la jurisprudence. Les tribunaux admettent, à côté de la violence matérielle, la simple contrainte morale. Un jugement de la 12^e Chambre Correctionnelle du 3 juillet 1933, rendu dans une affaire retentissante où le domicile d'un député avait été envahi par des contribuables mécontents, reprend le même point de vue en des termes plus généraux :

« Le mot violence est un terme général qui s'applique également aux violences sur les choses et sur les personnes et doit être considéré, en ce qui concerne ces dernières, comme comprenant *l'emploi de tout procédé de contrainte, soit morale, soit matérielle* ».

Ce point étant acquis, la question se pose de savoir si

dans notre cas, il y eut cet élément de contrainte morale à l'aide de laquelle les ouvriers seraient demeurés dans les entreprises après l'expiration des heures de travail. Nous le pensons : par leur nombre et par leur volonté maintes fois exprimée de ne pas quitter les lieux de travail, les ouvriers ont contraint les patrons à les laisser agir comme ils l'entendaient. Il nous semble intéressant de citer encore, à l'appui de notre opinion, l'arrêt de la 10^e Chambre des Appels Corectionnels de Paris, du 28 juin 1934 qui confirme le jugement précité, en précisant la notion de contrainte morale.

En l'espèce il n'y avait eu aucune violence matérielle mais simplement intervention d'un nombre important d'individus à l'air résolu. L'arrêt décide cependant :

« Considérant qu'on ne saurait trouver dans les faits de la cause aucune menace proférée par les inculpés, mais qu'il y a eu de leur part une violence morale résultant de ce fait que se présentant au nombre de 25, ils ont apeuré par leur nombre et par leur insistance continue pour pénétrer, la bonne qui dut reculer devant eux et s'enfuit apeurée prévenir ses maîtres ».

Il y a là une analogie certaine avec le cas qui nous occupe.

3^o *Introduction contre le gré de l'habitant.* — L'existence de ce troisième élément nous semble établi par un raisonnement analogue à celui dont nous avons usé pour démontrer l'introduction. Le patron a laissé pénétrer dans l'usine l'ouvrier, contractuellement tenu de travailler pour lui. Or, le contrat de travail, nous l'avons dit, ne donne à l'ouvrier aucun droit sur les immeubles ou les meubles de son patron.

L'ouvrier qui, passées les heures de travail se maintient sur les lieux, est dans la situation d'un individu quelconque qui, contre le gré du propriétaire, s'est introduit dans son domicile.

4° *Le domicile*. — Une usine, un magasin, une ferme, sont-ils des domiciles au sens de l'article 184 ?

Ils ne le seraient certes pas toujours d'après la définition de l'art. 102 du Code Civil.

La jurisprudence la plus récente répond affirmativement et de la manière la plus nette dans notre cas.

Déjà la Cour d'Appel de Paris, le 16 février 1916 avait décidé (1) « que le mot domicile désigne non pas le lieu où une personne à son principal établissement à l'exclusion de tout autre endroit, mais bien le lieu où, soit qu'elle y habite, soit qu'elle n'y habite pas, elle a le droit de se dire chez elle, que ce soit une demeure permanent, continue ou temporaire, même accidentelle provisoire ou précaire et quelle que soit l'affectation donnée aux locaux exploités ; qu'il en est ainsi, notamment dans les lieux où s'accomplit un travail habituel, où s'exerce une industrie, un commerce ou une profession ou un métier quelconque et quelle que soit la partie des lieux occupés où s'est produite l'introduction de délinquants avec violence et menaces ».

Et la Cour de Cassation s'est déclarée d'accord par l'arrêt de rejet de la chambre criminelle du 7 juillet 1916.

Un jugement du Tribunal Correctionnel de Bar-le-Duc (2) du 12 février 1936 confirmé par un arrêt de la cour de Nancy se fondant sur l'arrêt précité, décide formellement qu'une usine est un domicile au sens de l'art. 184.

(1) *D. P.*, 1920-2-112.

(2) *G. P.* du 16 mai 1937.

Il s'agissait d'un maire qui, accompagné de trois conseillers municipaux avait voulu surprendre un industriel en flagrant délit d'infraction à une loi sur la protection du travail. Pour ce faire, il s'était présenté de nuit à l'entrée de l'usine et, devant le refus du concierge de le laisser pénétrer avait, sans autre forme, escaladé la grille.

Le Tribunal reconnut la violation de domicile en expliquant que :

« Par « domicile », il fallait entendre, au sens de l'art. 184 du Code Pénal, non seulement le domicile légal, mais la demeure d'autrui, même passagère, ne fût elle affectée qu'à l'exercice d'un travail ou d'une profession ».

Remarquons toutefois que cette condition a pu faire défaut dans certains cas d'occupation, du reste peu nombreux. Nous voulons parler des chantiers de constructions et de travaux publics. Dans ces cas exceptionnels il ne saurait être question de l'exercice d'un travail habituel dans un lieu où l'entrepreneur ait le droit de se dire chez lui.

5° *L'intention délictuelle de l'agent.* — Les lois ne donnant pas aux ouvriers le droit de pénétrer dans l'usine hors le cas d'exécution du contrat de louage de service, l'intention délictuelle est inséparable du fait matériel.

Nous avons retrouvé dans le fait de l'occupation des lieux de travail tous les éléments dont se compose d'après la jurisprudence, le délit de l'art. 184 du Code Pénal. Nous concluons à l'existence de la violation de domicile en l'état de notre législation, sauf rares exceptions.

Nous rappelons cependant l'hostilité de la jurisprudence à cette opinion, hostilité qui s'est manifestée dans le jugement du Tribunal Correctionnel de Bordeaux du 11 juillet dernier.

D'où l'importance pratique d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à assimiler expressément l'occupation des lieux de travail à une violation de domicile. Voici cette proposition de loi :

« L'article 184 du Code Pénal est complété ainsi qu'il suit :

« Sera puni de la même peine quiconque, dans le but d'empêcher ou de troubler le cours normal du travail, pénètre, même sans menaces ou violences, dans les locaux affectés à l'exploitation industrielle, commerciale ou agricole d'autrui où se maintient dans lesdits locaux contre la volonté de l'exploitant ».

« Si les faits visés au paragraphe précédent ont été accompagnés de menaces ou de violences, la peine pourra être portée au double ».

Il est vrai, comme nous allons-nous en rendre compte dans le chapitre suivant, que les tribunaux, tout en refusant d'appliquer l'art. 184 du Code Pénal, reconnaissent dans le fait de l'occupation des usines le délit d'entrave à la liberté du travail prévu par l'article 414 et puni de peines encore plus sévères.

Mais comme nous l'avons vu, l'occupation des lieux de travail n'est pas un procédé quelconque de lutte ouvrière. C'est avant tout un mouvement qui porte atteinte à la propriété individuelle et qui, de ce fait est la cause d'un grave trouble social. Nous estimons que c'est en tant que tel, que ce mouvement doit être réprimé. La reconnaissance par les tribunaux du délit de violation de domicile aurait, comme affirmation de principe, une importance énorme.

Nous ne pouvons donc que souhaiter le vote rapide par le parlement de ce projet de loi.

Il semble avoir rencontré au Sénat un accueil favorable.

La commission de législation, sur le rapport de M. Clément Raynaud l'a complété en prévoyant de nouvelles circonstances aggravantes au cas où les faits d'occupation auraient été commis par des individus trouvés porteurs d'armes ou par des étrangers. On peut craindre malheureusement que ce texte ne soit pas adopté par la Chambre des Députés.

SECTION III. — L'ENTRAVE A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Le deuxième délit commis par les ouvriers est celui d'entrave à la liberté du travail prévu par l'article 414 actuel du Code Pénal, dont voici le texte :

« Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 3.000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ».

Cet article, dans sa forme actuelle, date de la loi du 25 mai 1864 qui supprima les délits de coalition auxquels il était jusqu'à là consacré.

Les rédacteurs de la loi du 25 mai 1864 n'ont pas cru qu'il fut possible de supprimer les délits de coalition sans prendre en même temps des mesures contre les actes de violences ou de pression qui accompagnent toujours les grèves.

Lors de la discussion de la loi du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels, l'auteur célèbre de cette loi, Waldeck-Rousseau, se prononçait en ces ter-

mes, à la Tribune du Sénat, pour le maintien de l'article 414 : « Tout le monde a proclamé que le fait de la coalition n'est pas par lui-même illicite, que les syndicats pouvaient recourir à ce moyen licite d'arriver à l'élévation ou à l'abaissement des salaires, mais ce fait permis, licite, devient délictueux dans certaines conditions ; ces conditions sont énumérées dans l'art. 414 ; c'est lorsque les organisations ont mis au service de la grève, de la coalition, la violence, les voies de fait, les menaces et même les manœuvres frauduleuses ».

L'analyse de l'art. 414 nous montre qu'il se compose de deux éléments :

1° l'emploi d'un des moyens énumérés ;

2° la poursuite d'un but bien défini : la cessation concertée du travail afin de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Parmi les moyens employés, nous n'envisagerons ni la violence, ni les voies de fait. Il est possible que nous pourrions en retrouver l'emploi dans quelques exemples d'occupation. Mais ce que nous cherchons, c'est de savoir si le délit d'entrave à la liberté du travail existe dans la généralité des cas et non s'il a pu exister dans quelques cas.

L'interprétation que donne les tribunaux du mot menace nous permet d'affirmer que cette qualification peut s'appliquer au fait de l'occupation des lieux du travail.

Il n'est pas nécessaire que les conditions prévues par les articles 305 et 309 du Code Pénal soient réunies, c'est-à-dire qu'il s'agisse de menaces écrites ou de menaces verbales faites avec ordre ou sous condition.

Une jurisprudence constante fait application de l'art. 414 toutes les fois qu'une contrainte quelconque est exer-

cée sur la volonté du patron ou de l'ouvrier même s'il ne s'agit que d'une contrainte morale. C'est ce qui se passe notamment en cas de mise à l'index, si par exemple les ouvriers d'une usine refusent de reprendre le travail tant que le patron conserve à son service des ouvriers non syndiqués (1).

Remarquons que cette interprétation est parfaitement conforme à l'esprit dans lequel fut voté la loi du 25 mai 1864 ;

Les Républicains, notamment Jules Favre et Jules Simon prétendaient justement que les articles du Code Pénal sus-rappelés punissant les menaces, violences et voies de fait, suffisaient à réprimer les délits commis à l'occasion d'une coalition. Mais la majorité repoussa ce système. Elle jugea qu'il fallait prononcer des peines rigoureuses pour réprimer toutes les atteintes dolosives ou violentes à la liberté du travail, si légères fussent-elles et qu'il était indispensable pour cela d'édicter des dispositions spéciales.

Parmi les nombreuses décisions qui ont été rendues en la matière, nous citerons notamment un jugement du Tribunal correctionnel de Montluçon du 30 mai 1906 (2) dont l'analogie avec notre sujet nous semble frappante. Il n'y avait pas eu occupation des usines mais par leur présence massive tout autour de l'usine, les ouvriers maintenaient l'arrêt du travail. Le Tribunal considéra comme une menace au sens de l'art. 416 du Code Pénal « le fait par des ouvriers grévistes de se réunir en groupes compacts aux alentours des usines et d'en interdire l'entrée sur un ton impé-

(1) Cour d'Appel de Bordeaux, 24 avril 1929. *G. P.*, 1929-1-776.

(2) *D. P.*, 1907-5-11.

rieux et avec des gestes résolus, aux ouvriers désireux de reprendre le travail ».

Outre l'emploi d'un des moyens énumérés par l'article 414 du Code Pénal, celui-ci exige encore pour caractériser le délit d'entrave à la liberté du travail, la poursuite d'un certain but : celui de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Des juristes éminents (1) ont exprimé leur doute en ce qui concerne l'existence de ce dernier élément dans les occupations des lieux de travail consécutives aux grèves par solidarité et aux grèves politiques, car dans les deux cas il n'y aurait ni tentative d'action sur les salaires, ni entrave au libre exercice de l'industrie et du travail.

Nous avouons ne pas être convaincus par cet argument. Rappelons d'abord qu'en notre matière l'existence de grèves purement politiques est une simple hypothèse. Mais serait-ce même une réalité, que nous n'aurions aucune peine à découvrir en l'espèce l'entrave à la liberté du travail. Les ouvriers n'ont-ils pas eux-mêmes déclaré que l'occupation des usines était une tactique nouvelle et efficace pour éviter que les patrons ne fassent appel à une main-d'œuvre étrangère. Il y a bien obstacle mis à la volonté de travail, non seulement en ce qui concerne les patrons, mais encore en ce qui concerne les ouvriers désireux de terminer la grève.

S'agit-il maintenant de ces mouvements de grève dans lesquels les travailleurs d'une même localité ou de localités différentes mais appartenant à la même corporation et ne présentant aucune revendication personnelle décident de

(1) Notamment Georges Pernot, *Revue politique des idées et des institutions* du 15 janv. 1937, p. 26.

se solidariser avec leurs camarades qui eux luttent pour leur salaire, la loi s'applique encore sans difficulté. Le but poursuivi est bien de forcer la hausse des salaires. Rien ne permet de supposer que l'art. 414 ne s'applique qu'au cas où les travailleurs ont en vue leur propre salaire.

Il nous semble donc légitime d'admettre que les ouvriers en occupant les locaux de leurs patrons ont commis le délit d'atteinte à la liberté du travail.

Les tribunaux ne s'y sont pas trompés et ne se sont pas laissés arrêter par l'argument présenté dans une note signée A. B., par ailleurs très remarquable, parue dans la *Gazette du Palais* du 7 août 1936 et selon laquelle, seuls les meneurs seraient visés par l'art 414 et non les simples grévistes. Cet argument se fonde sur cette partie de phrase : «... sont coupables ceux qui ont *amené ou maintenu...* » la cessation du travail. Cette distinction, discutable dans le texte lui-même, ne semble jamais avoir été prise en considération par la jurisprudence.

Le même jugement du Tribunal Correctionnel de Bordeaux du 11 juillet 1936 qui, comme nous l'avons vu, se refuse à admettre le délit de violation de domicile conclut à l'existence du délit de l'article 414. Le dispositif dudit jugement, pour arriver à cette conclusion, n'a qu'à relever dans les faits les deux éléments que nous avons rappelés.

« Attendu qu'il est établi par un rapport du Commissaire de Police de Bordeaux joint au procès verbal en date du 18 juin 1936, que les faits d'occupation allégués par Regourd ne sauraient être contestés particulièrement en ce qui concerne l'occupation de son usine. »

Telle est la contrainte morale employée par les ouvriers. Par ailleurs le Tribunal constate le but illicite poursuivi par eux :

« Attendu que cette occupation a été faite dans le but d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse de leurs salaires ; que cette attitude porte atteinte au libre exercice du travail. »

Les poursuites des patrons contre leurs employés devant les Tribunaux répressifs ont donc, dans le cas général, à notre avis, deux bases légales : les articles 184 et 414 du Code Pénal.

Mais il est probable que les patrons se soucient bien plus de la réparation des dommages causés à leur entreprise, que de la possibilité où ils se trouvent d'obtenir contre leurs ouvriers des condamnations pénales rendues d'ailleurs assez légères par l'octroi presque certain des circonstances atténuantes. Quand, malgré tout, ils auront suivi cette voie, ils ne manqueront pas, dans leur constitution de partie civile, de réclamer à titre de dommages-intérêts, la réparation de tout le préjudice dont ils auront été victimes.

Généralement ils se contenteront de saisir le Tribunal Civil. D'où l'importance considérable que présente le problème de la responsabilité pécuniaire.

Ce problème nous semble se présenter comme suit :

L'occupation des lieux de travail entraîne la responsabilité de certains individus et de certaines personnes morales d'après les règles du droit civil, mais aussi la responsabilité des collectivités telles que les communes et l'état, personnes morales administratives régies par les règles du droit public. C'est pourquoi nous avons prévu deux chapitres distincts pour l'étude de chacun de ces deux problèmes.

CHAPITRE II

LES RESPONSABILITÉS DE DROIT CIVIL

Les grèves avec occupation des lieux de travail en tant que grèves sont régies par les principes généraux dominant en cette matière. Ils se posent cependant quelques problèmes curieux par leur nouveauté que nous examinerons rapidement dans la section I. Le véritable problème de la responsabilité civile suppose résolue la question de l'étendu du dommage causé (Section II). Il intéresse deux ordres d'idées ; la responsabilité personnelle des ouvriers (Section III) et la responsabilité des syndicats (Section IV).

SECTION I. — LES QUELQUES PROBLÈMES NOUVEAUX POSÉS PAR L'OCCUPATION DES USINES EN MARGE DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DOMINANT EN MATIÈRE DE GRÈVES.

En tant que l'occupation des lieux de travail constitue une grève il en résulte des conséquences juridiques dans les relations entre employeurs et ouvriers, entre les employeurs et les tiers que nous n'avons pas à envisager ici parce qu'elles ne sont pas spéciales à notre cas.

Nous noterons seulement brièvement deux questions nouvelles que nous semble poser l'originalité de cette grève.

Un accident survenant à l'ouvrier pendant l'occupation

de l'usine peut-il être considéré comme un accident de travail au sens de la loi du 9 avril 1898 ? La négative ne saurait faire aucun doute et a été adoptée par deux jugements de paix ; le premier du XI^e arrondissement de Paris en date du 22 juillet 1936 (1), le second d'Aubervilliers en date du 28 juillet 1936 (2). La démonstration de cette dernière décision nous semble péremptoire.

« Attendu que la protection légale contre les accidents professionnels naît pour l'ouvrier à son entrée dans l'usine et cesse au moment de sa sortie. Que cette protection ne saurait survivre lorsque l'ouvrier n'est plus sous l'autorité et sous la surveillance de son patron.

« Attendu que par suite, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable et ne protège pas l'ouvrier en état de grève, blessé, lorsqu'il occupait illégalement l'usine de son patron ».

La seconde qui n'a d'ailleurs pas eu à se poser à notre connaissance dans la pratique est la suivante :

Le patron est, aux termes de l'art. 1384 responsable des choses dont il avait la garde. Cette responsabilité subsiste-t-elle durant l'occupation. Est-ce qu'il pourra être déclaré, par exemple, responsable de l'accident causé par un ouvrier gréviste ? Nous pensons que l'employeur étant placé dans l'impossibilité absolue d'exercer l'obligation de garde qui lui incombe ne saurait être déclaré responsable.

SECTION II. — LES DOMMAGES CAUSÉS

Quels que soient les moyens employés pour obtenir réparation, le montant de cette réparation dépend de l'import-

(1) *D. H.*, 1936-488.

(2) Questions prud'hommales, fiscales et commerciales, novembre 1936.

tance du préjudice subi. L'étude que nous nous proposons intéresse donc tout le titre des responsabilités.

Nous bornerons d'ailleurs nos explications aux conséquences spéciales résultant de l'occupation des lieux de travail. Encore dans ce domaine, n'avons-nous pas l'intention d'examiner toutes les éventualités qui ont ou auraient pu se produire. Nous désirons seulement fixer les idées en indiquant comment, à notre avis se pose généralement le problème.

Les ouvriers, en occupant les établissements de leurs patrons ont peut-être commis des dégradations ou bien ils ont laissé les marchandises périssables se détériorer, les fours s'éteindre, etc... Causés par commission ou simplement par omission, tous ces dégâts doivent être réparés.

Comment les employeurs victimes d'occupations vont-ils établir le montant des dommages qu'ils ont subi ? L'urgence de procéder immédiatement à un inventaire justifie la compétence du juge des référés pour la désignation d'experts.

Cette compétence fut au début contestée. Le Président du Tribunal Civil de Valenciennes, le 13 juin 1936 (1) se déclara incompétent, motif pris « qu'il n'était pas démontré que la société demanderesse poursuivait un but juridique vraisemblable ».

Dans cette affaire, l'employeur qui était en l'occurrence la Sté des Forges de Denain-Anzin, se fondait sur les articles 106 et 109 de la loi du 5 avril 1884, modifiés par la loi du 16 avril 1914. Comme nous aurons l'occasion de le voir, cette base légale n'est pas irréprochable à notre avis. Mais elle n'est pas cependant d'une nature telle qu'elle puisse être rejetée à priori.

(1) *G. P.*, 2 juillet 1936.

Aussi, l'ordonnance du Président du Tribunal Civil de Valenciennes fut-elle réformée par arrêt de la Cour d'Appel de Douai du 17 juillet 1936 (1).

« ... P.C.M. : Réformant l'ordonnance entreprise. Dit que la base juridique invoquée par la Sté des Forges de Denain-Anzin, à savoir l'application des articles 106 et 109 de la loi du 5 avril 1884, modifiées par la loi du 16 avril 1914 n'apparaît pas comme dépourvue de vraisemblance. Dit que la mesure d'expertise sollicitée par ladite société est une mesure conservatoire ne pouvant en rien préjudicier au principal, la question de savoir si la ville de Denain est ou non responsable restant entière. Dit que la juridiction des référés est compétente pour l'ordonner ».

D'autres ordonnances furent rendues dans le même sens. Nous citerons notamment une ordonnance du président du Tribunal Civil de Lyon, du 29 juin 1936 (2) dans l'affaire : Sté des Tanneries Lyonnaises contre Ville d'Oullins, Etat Français et Syndicat Ouvrier des Cuirs et Peaux. Cette ordonnance par la mission détaillée qu'elle confie à l'expert nous donne un exemple des dommages causés par l'ouvrier à l'intérieur des usines et de leur évaluation.

Voici cette mission :

1° Examiner la comptabilité, le matériel, l'outillage, les appointements, les matières premières, les produits en cours de transformations non finis et finis, stockés ou non stockés dans les locaux et dans tous les véhicules destinés à l'usine ; rechercher si les dommages aux marchandises sus-énoncées les ont touchées toutes ou seulement certaines d'entre elles ;

(1) G. P., 4 août 1936.

(2) G. P., 24 juillet 1936.

2° Déterminer la cause de ce dommage, soit par commission, soit par omission ;

3° Fixer la nature et la quantité des marchandises endommagées ;

4° Etablir le coût de remplacement des marchandises avariées inutilisables ;

5° Fournir la dépréciation des marchandises avariées utilisables.

L'employeur n'a-t-il subi que ce préjudice ? Les tribunaux, à notre connaissance, n'en relèvent pas d'autres. Cependant il nous semble que du fait de l'occupation de son usine, le patron a subi des dommages indépendants de ceux que nous venons d'examiner.

Tout d'abord il y a eu un manque à gagner. Il n'a pu accepter les commandes qu'il recevait. Mais aussi il faut tenir compte de la jurisprudence très stricte en matière de grève qui ne considère le fait de grève comme un cas de force majeure susceptible de libérer le patron d'un marché conclu, en application de l'art. 1148 du Code Civil, que lorsque trois conditions sont réunies : la généralité, l'imprévisibilité et l'illégitimité de la grève.

Il se peut donc que du fait de l'occupation le patron ait dû exécuter le contrat passé avant la grève à des conditions beaucoup plus onéreuses qu'il ne le prévoyait à ce moment.

Il se peut que n'ayant pas pu exécuter ce contrat, il se trouve condamné par les tribunaux à réparer le préjudice occasionné à un tiers par sa non exécution. Voici un garagiste qui ne peut rendre à son client l'automobile que celui-ci a laissé en dépôt, parce que le garage est occupé par les ouvriers en grève. Il semble bien que le propriétaire de la

voiture automobile puisse obtenir des dommages-intérêts pour la privation momentanée de l'usage de sa voiture. En tous cas il est certain que les tribunaux se refusent à prendre en considération la situation particulière faite au garagiste (1).

Est-ce que ce manque à gagner, est-ce que ces conséquences pécuniaires de la jurisprudence, en matière de grève, doivent être réparés comme découlant des occupations des lieux du travail ?

Au premier abord on peut dire qu'ils sont les conséquences directes de la grève. Or la grève est légitime en principe.

Remarquons toutefois que la jurisprudence ne reconnaît pas dans tous les cas la légitimité de la grève. S'agit-il de grève déclenchée en représailles contre les patrons qui veulent faire travailler un ouvrier mis à l'index par un syndicat, et la Cour de Cassation déclare (2) :

« Les menaces de grève adressées sans violences ni manœuvres frauduleuses par un syndicat à un patron, à la suite d'un concert entre ses membres, sont licites quand elles ont pour objet la défense des intérêts professionnels, elles ne le sont pas lorsqu'elles ont pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier parce qu'il s'est retiré de l'association et qu'il refuse d'y entrer ; que dans ce cas il y a une atteinte au droit d'autrui.

Dans le cas d'occupation, ce n'est pas la grève qui est incriminée mais la forme illégale qu'elle a prise. Le patron aurait peut-être pu trouver des ouvriers prêts à travailler pour lui si par exemple le mouvement n'avait pas été géné-

(1) *T. Civ.*, Rouen, 16 juillet 1936. — *G. P.*, 24 juillet 1936.

(2) *Joost contre Syndicat de Jaliou*, *Sirey*, 93-1-45.

ral dans la corporation. C'est justement ce que les ouvriers entendaient éviter en occupant les usines. Ils avaient d'ailleurs d'excellentes raisons d'agir ainsi comme nous l'avons montré. Mais ce faisant, ils sont responsables au point de vue juridique de toutes les conséquences dommageables que leur acte a entraînées.

SECTION II. — LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE DES OUVRIERS

Nous venons de voir qu'il y a eu préjudice. Ce préjudice a été causé par la faute des travailleurs occupant les établissements de leurs patrons. Tous les éléments de la responsabilité délictuelle se trouvent dès lors réunis. Elle pourra être mise en jeu, soit contre les ouvriers personnellement, soit contre leurs syndicats. Nous envisagerons dans cette section, la première hypothèse.

Il est incontestable que les employeurs pourront utiliser l'article 1382 du Code Civil pour demander réparation :

Art. 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ».

En vertu d'une jurisprudence constante, les patrons doivent même obtenir la condamnation solidaire de tous les ouvriers ayant participé à l'occupation.

L'avantage de ce procédé c'est qu'il permet théoriquement de recouvrer sans discussion la totalité du préjudice. Au contraire, la base légale le plus souvent invoquée devant les tribunaux, à savoir les articles 106 et suivants de la loi du 5 avril 1884, ne permet de réparer que la partie du pré-

judice qui est une conséquence directe des faits d'occupation (1).

Dans la pratique, les difficultés se révèlent nombreuses. L'ouvrier industriel ou agricole, le petit employé n'a généralement pas de fortune. Il vit au jour le jour de son travail. Son créancier n'a qu'un moyen de se faire payer, c'est la saisie-arrêt sur ses salaires.

Mais l'usage de ce moyen même a été limité d'une façon rigoureuse. La loi du 12 janvier 1895 modifiée par de nombreuses lois successives ne permet la saisie-arrêt « que jusqu'à concurrence du dixième sur la portion du salaire inférieure ou égale à 15.000 fr. ».

Remarquons que la situation est la même, que l'ouvrier condamné continue par la suite à travailler pour son patron ou qu'il quitte sa place. On aurait pu penser le contraire à la lecture des articles 50 et 51 du Code du Travail qui interdisent la compensation entre le montant du salaire et les fournitures, ou avances en espèces consenties par le patron.

Il semblait que l'interprétation se limitait à ces seules hypothèses envisagées par la loi.

Et de fait, la Cour de Cassation avait d'abord déclaré que, hors les cas prévus aux dits articles, les règles de la compensation légale devaient s'appliquer (2).

Mais quelques années plus tard elle se ralliait à l'opinion contraire et proclamait que les salaires échappaient, en raison de leur caractère alimentaire, à la compensation légale « dans toute la mesure où ils étaient saisissables, c'est-à-dire pour le 10^e de leur montant » (3).

(1) *G. P.*, 9 avril 1937.

(2) *Ch. Civile, S.*, 31 mai 1909-1-253.

(3) *Civ.*, 28 juin 1910 et 8 novembre 1911, *Sirey*, 1912-1-85. Note de Monsieur Lyon-Caen.

Les termes de cette décision ne permettant pas aux patrons créanciers pour une cause autre que celles visées par l'article 50 du Code du Travail de se rembourser sur le dixième spécial prévu à l'article 51 en cas d'avance en espèces faites par le patron, le dixième compensable, nous arrivons donc à cette conclusion, que soit que l'ouvrier continue à travailler chez lui, soit qu'il travaille chez un autre, le patron créancier ne pourra saisir que le 1/10^e du salaire de l'ouvrier responsable et sur ce dixième, il subira le concours de tous les autres créanciers de l'ouvrier.

Cette conclusion montre combien il lui sera difficile d'arriver à se faire rembourser la totalité du préjudice qu'il a subi. En admettant que les ouvriers coupables continuent à travailler chez lui ou à une adresse connue par lui, il lui faudra introduire de nombreuses procédures qui bien que simplifiées n'en sont pas moins gênantes pour le créancier.

Mais dans la pratique il sera incapable de suivre les ouvriers chaque fois que ces derniers changeront de lieux de travail ; le recouvrement sera presque impossible.

SECTION IV. — LA RESPONSABILITÉ DES SYNDICATS

Il nous semble peu équitable que la responsabilité des dégâts commis puisse incomber directement aux ouvriers. Ceux-ci n'ont été que les exécutants passifs d'ordres qui leur furent donnés par un syndicat. Or, ce syndicat est une personne morale possédant un patrimoine propre susceptible d'être engagé par ses délits. C'est ce syndicat qui doit être déclaré responsable.

Cette solution est en outre pleinement conforme à l'in-

térêt social. Pour que les syndicats représentent utilement les intérêts professionnels qu'ils sont chargés de défendre en face de la puissance patronale, il faut que leur capacité soit entière. Or, il n'y a pas de capacité là où il n'y a pas de responsabilité. Les syndicats doivent être déclarés responsables des actes dommageables qu'ils causent.

Rien ne s'oppose en droit à la mise en jeu de cette responsabilité. L'art 10 du livre III lui donne le droit d'ester en Justice et les objections présentées par M. Planiol à la responsabilité délictuelle des syndicats (1) n'ont pas été retenues par la jurisprudence.

Si les applications de ce principe sont rares en pratique, c'est que la question de la preuve de l'action du syndicat met sans doute obstacle à une action éventuelle. Mais quand l'action du Syndicat est prouvée, sa responsabilité peut être engagée.

Un jugement du Tribunal Civil de Quimper du 5 novembre 1903 confirmé par arrêt de la Cour de Rennes du 6 décembre 1904 (2) pourra nous en convaincre, cette décision statuait sur la réparation des troubles graves qui s'étaient produits à Douarnenez et au cours desquels une usine avait été complètement pillée.

Les communes de Douarnenez et de Ploaré assignées en vertu de l'art. 106 de la loi de 1884 que nous allons bientôt étudier avaient appelé en cause le syndicat des ferblantiers-boîtiers organisateurs de la manifestation, cause occasionnelle du pillage, comme l'article 109 de la même loi leur en donnait le droit.

Voici comment le tribunal justifie le bien fondé de cette mise en cause :

(1) Note sous l'arrêt de la Cour de Cassation du 2 mars 1894.

(2) *D. P.*, 1905-2-265.

« Attendu que la commune de Douarnenez a mis en cause le syndicat des ferblantiers-boîtiers de Douarnenez et prétend le rendre garant des condamnations qui pourraient intervenir contre elle ; qu'elle soutient que le syndicat a commis une faute lourde entraînant sa responsabilité.

« Attendu qu'il est constant que c'est le syndicat qui a organisé la manifestation, cause occasionnelle du pillage ; que c'est des rangs des manifestants marchant derrière le drapeau et le bureau du syndicat que sont sortis les émeutiers ; que la plupart des condamnés de la Cour d'Assises étaient des adhérents du syndicat... mais que si leur bonne foi paraît entière, il n'en subsiste pas moins à leur charge une grande responsabilité engagée par leur négligence et leur imprudence ».

Dans notre cas, la part primordiale prise par les syndicats au mouvement d'occupation des usines ne sauraient être niée. Si même il est établi que les grèves ont éclaté spontanément, il n'en est pas moins vrai qu'à partir de leur naissance elles furent dirigées par le syndicat. C'est le syndicat qui organisait les modalités de l'« occupation », ce sont les délégués syndicaux qui discutaient avec les patrons, c'est la C.G.T. qui, par des proclamations dont nous avons donné quelques exemples, faisait connaître au pays l'opinion de la classe ouvrière en lutte.

Nous pensons donc qu'il est possible d'introduire contre les syndicats responsables les instances en dommages intérêts consécutives aux occupations de lieux de travail. Nous préconisons en outre cette voie plutôt que celle de la mise en jeu de la responsabilité individuelle des ouvriers.

CHAPITRE III

LES RESPONSABILITÉS DE DROIT PUBLIC

Il existe des dispositions législatives à l'application desquelles on a tout de suite songé pour la réparation pécuniaire du dommage causé aux patrons par l'occupation de leurs entreprises. Ce sont les articles 106 et suivants de la loi du 5 avril 1884. Nous consacrerons à leur étude une première section.

Nous verrons que ce texte fait application du principe général d'indemnisation du préjudice causé par le fonctionnement défectueux d'un service public. L'objet de la section II sera de voir si ce principe général ne peut trouver directement en l'espèce, une application.

Enfin une autre cause possible de responsabilité de l'Administration, c'est le refus par elle de faire exécuter les sentences judiciaires revêtues de la formule exécutoire. Nous nous efforcerons de savoir s'il y a matière à prise à partie contre les agents chargés de mettre les dites sentences à exécution (Section III) ou s'il est possible de s'adresser à l'Etat pour recevoir une indemnité (Section IV).

SECTION I. — LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT
ET DES COMMUNES BASÉE SUR LES ARTICLES 106 ET SUIVANTS
DE LA LOI DU 5 AVRIL 1884

L'article 106 de cette loi est ainsi conçu : « Les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées ».

Dans la loi de 1884, il établissait à la charge de la commune une présomption de faute à laquelle elle pouvait échapper en prouvant que toutes les mesures en son pouvoir avaient été prises à l'effet de prévenir les attroupements ou rassemblements et d'en faire connaître les auteurs, ou bien encore qu'elle n'avait pas la disposition de la police locale ou de la force armée.

Le fondement de cet article dans la loi du 16 avril 1914 est tout différent.

Art. 108 : « L'Etat contribue pour moitié en vertu du risque social au paiement des dommages-intérêts et frais prévus par l'article 106 ».

La jurisprudence précise cette idée du *risque social* « d'après laquelle la collectivité a le devoir en dehors de toute faute imputable à elle-même ou aux agents qu'elle emploie, de réparer le dommage que des particuliers ont éprouvé par le fonctionnement plus ou moins défectueux de l'organisme » (1).

Le patron victime de l'occupation de ses établissements

(1) Note Henri Rousseau sous Civ., 10 janv. S., 1933-1-129.

peut-il prétendre que l'atteinte portée à son droit de propriété constitue un aspect du risque social spécialement prévu par cette loi ? Pour qu'il puisse bénéficier de l'application de l'article précité, il faut que quatre conditions se trouvent réunies :

- 1° que des dégâts ou dommages aient été commis ;
- 2° que ces dégâts ou dommages résultent de crimes ou délits ;
- 3° que ces crimes ou délits aient été commis par des attroupements ou des rassemblements ;
- 4° et en outre à force ouverte ou par violence.

La première condition a été étudiée dans le chapitre précédent. La seconde, à savoir, l'existence de crimes ou délits, a fait l'objet du chapitre 1^{er}.

Nous avons montré qu'à notre avis le fait de l'occupation des lieux de travail, en dehors des cas exceptionnels où des délits connexes et même des crimes furent commis, rassemblait dans le cas général les éléments constitutifs de deux délits prévus par le Code Pénal : le délit de violation de domicile (art. 184 du C. Pénal) et le délit d'atteinte à la liberté du travail (art. 414 du C. Pénal).

Il nous reste à prouver que ces délits ont été commis par des « attroupements » ou des « rassemblements » au sens de la loi et qu'ils ont été commis « à force ouverte ou par violence ».

Un arrêt de la Cour d'Appel de Lyon du 25 juillet 1927 (1), donne de l'attroupement une définition extrêmement précise : « toute réunion de personnes formée par préméditation ou occasionnellement dans un lieu public, pour la

(1) *G. P.*, 1933-1-562.

poursuite d'un but illégal et susceptible d'amener des désordres ou des dommages ». Cette définition est reprise par toutes les décisions postérieures et notamment par l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 12 février 1934 que nous étudierons bientôt. Elle peut être adoptée en entier sauf les termes « dans un lieu public » qui ne sont pas dans la loi. Nous sommes légitimement en droit d'en faire abstraction.

Elle s'applique à notre cas d'une manière rigoureuse. Nous trouvons en effet : une réunion de personnes formée par préméditation ou occasionnellement et qui poursuit un but dont nous avons montré l'illégalité et le danger social.

Jusqu'ici nous n'avons pas rencontré de difficultés mais il nous faut montrer maintenant que les délits de violation de domicile et d'entrave à la liberté du travail ont été commis « à force ouverte ou par violence ». Là est à notre avis la pierre d'achoppement.

Pour nous en convaincre il n'est que de relire les remarquables conclusions de M. le Procureur Matter s'élevant contre l'extension de l'application des articles 106 et suivants à des cas où la violence, l'émeute ne sont pas nettement caractérisés.

L'espèce au sujet de laquelle ces conclusions ont été déposées était la suivante (1) :

Au cours d'un défilé de gymnastes à Villefranche, des coups de sifflets étaient brusquement partis de la foule. Il n'en fallut pas plus pour qu'éclate une bagarre entre des membres de la Société de gymnastique et certains éléments de la foule. Cette bagarre n'eut d'ailleurs pas de

(1) *G. P.*, 1933-1-563.

conséquences graves, mais dans la bousculade qui suivit, il y eut quelques blessés. La question se posait de savoir si la commune et l'Etat pouvaient être déclarés responsables. Elle fut résolue par la négative.

Le Procureur Général Matter rappelle d'abord l'origine historique des dispositions législatives actuelles. Puis il constate :

« La cause de la créance a changé et à deux reprises ; passant de la faute des habitants pris individuellement à la faute présumée de la commune, personne morale, enfin au risque social. Mais la nature des faits générateurs de dommages-intérêts n'a pas ou peu changé depuis près de 120 ans, de l'an IV à 1914. Un seul mot, un seul a été ajouté, celui de crime parce qu'en 1796, la distinction n'était pas encore formée entre crimes et délits. Pour le reste, la définition est demeurée intacte dans sa forme qui nous paraît désuète, qui est vieillie. Elle suppose toujours une atmosphère de troubles et il en faut conclure ceci qui est de haute valeur, que ce sont les mêmes événements qui dans les trois lois sont générateurs de dommages et intérêts. »

D'ailleurs, quelle a été l'intention du législateur ? Nous la trouvons exprimée dans le rapport du sénateur Tournon du 28 mars 1911 (1).

« Partout, sous les prétextes les plus divers, qu'il s'agisse de grève générale ou de grève partielle, de revendications corporatives ou régionales, le régime de la violence et de l'intimidation s'installe en maître. Chaque jour voit se multiplier les actes de sabotage, les sévices contre

(1) 1916-4-386.

les personnes, les attentats contre la propriété deviennent de plus en plus fréquents. »

Et le sénateur de citer des exemples de troubles au cours des années précédentes : incendies, pillages, assauts de maisons privées, dévastation de récoltes.

Nous voyons donc que l'historique et la lettre du texte sont d'accord : pour la mise en œuvre de la responsabilité des communes et de l'Etat, il faut qu'il y ait troubles graves, des émeutes.

Citons encore l'opinion de M. Darroze, auteur d'une thèse en la matière (1) :

« Ces expressions de la loi : à force ouverte ou par violence, visent des troubles, des émeutes et des séditions où le peuple est en état de rébellion contre la loi et l'autorité mais non les mouvements d'une foule qui n'est dominée par aucune idée de révolte ou d'hostilité.

Nous ne pouvons donc qu'approuver pleinement l'arrêt de la Cour d'Appel de Lyon sus rappelé lorsqu'il décide :

« Pour être générateurs de dommages-intérêts, les attroupements ou rassemblements d'où sont résultés les crimes et les délits à force ouverte ou par violence, doivent avoir le caractère de troubles graves, dangereux tels qu'attentats, pillages, incendies, bref à tournure d'émeute.

La jurisprudence n'a pourtant pas toujours adopté ce point de vue. Il faut le reconnaître.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 12 février 1934 (2) soutient la thèse opposée :

« Attendu que les appelants font grief aux premiers

(1) Responsabilité des communes et de l'Etat en cas de troubles publics, Toulouse, 1924.

(2) *G. P.*, 1934-1-589.

juges d'avoir faussement interprété l'article 106 de la loi du 5 avril 1884, modifiée le 16 avril 1914, qui ne s'appliquerait qu'à des actes collectifs d'une incontestable gravité entraînant avec eux une idée d'insurrection contre la loi ou l'autorité, ou de troubles attentatoires à l'ordre public, tels que les avait prévus la loi du 10 Vendémiaire, an IV, que le caractère séditieux exigé par ce texte serait confirmé par l'emploi du mot émeutier dans l'art. 108.

« Attendu que le mot émeute a un sens usuel très large qui s'étend au rassemblement tumultueux par lequel une certaine partie du peuple témoigne son mécontentement passager...

« ... Qu'ainsi le risque social entre en jeu lorsque les crimes ou les délits dont la réparation civile est demandée sont imputables à l'action collective d'une foule inspirée par des desseins contraires à l'ordre public et à la thèse sociale. »

Plusieurs autres décisions se sont rangées à cette opinion et notamment un jugement du Tribunal Civil de Nantes du 13 décembre 1935 (1). Elle nous semble pourtant erronée. En reprenant dans la loi de 1914 les mots identiques à ceux qui figuraient auparavant dans la loi de 1884 et même dans la loi de l'an IV, le législateur a voulu restreindre l'application de cette loi aux seuls cas de troubles graves, d'émeutes. Nous avons assez souvent constaté dans notre ouvrage que tel n'était pas dans la généralité des cas le caractère des occupations d'usines pour rejeter l'application de cette disposition législative, faute d'y trouver la quatrième condition.

Quelle serait l'attitude des tribunaux s'ils étaient saisis de la question ?

(1) *G. P.*, 1936-1-205.

Nous pouvons penser qu'ils suivraient la tendance à l'extension du domaine d'application des art. 106 et suivants que nous venons de signaler. Nous avons vu que sur des demandes d'expertises fondées sur l'application éventuelle de ces articles, plusieurs ordonnances de référé avaient reconnu là une base juridique non « dépourvue de vraisemblance ». L'expression est prudente pour ne pas heurter le principe de l'art. 809 du Code de procédure civile, « les ordonnances sur référé ne feront aucun préjudice au principal ». Mais nous croyons y voir une tendance en faveur de la mise en œuvre de la responsabilité de la commune et de l'Etat. D'ailleurs un arrêt tout récent de la Cour d'Appel de Rouen (1) ne se contente pas de cette affirmation fragile. Cet arrêt examine en détail les conditions d'application du texte invoqué et conclut à leur existence dans le cas considéré.

SECTION II. — LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT ET DES COMMUNES
DÉCOULANT DU PRINCIPE GÉNÉRAL DE RESPONSABILITÉ DE
L'ADMINISTRATION DU FAIT DU FONCTIONNEMENT DÉFECTUEUX
D'UN SERVICE PUBLIC.

Il est de jurisprudence maintenant bien établie, que nonobstant le silence des textes, l'Etat et les personnes morales de droit public autres que l'Etat, doivent indemniser les individus ayant subi un préjudice dû à une faute commise dans le fonctionnement d'un service public.

Le Conseil d'Etat seul compétent pour connaître de ces actions en indemnité en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, apprécie cette responsabilité suivant des rè-

(1) *G. P.*, 9 avril 1937.

gles spéciales variant « suivant les besoins des services et la nécessité de concilier les droits de l'Etat avec les droits privés » (1). Ces arrêts sont fondés en équité, soit sur l'idée de faute, soit sur l'idée de risque, soit sur l'idée d'égalité devant les charges publiques entraînant l'obligation d'indemniser ceux qui, sans l'existence de ce principe, subiraient une aggravation anormale de charges.

Le fait pour l'Administration de n'avoir pas usé des moyens de coercition en son pouvoir pour rétablir l'ordre public défini par nos lois, engage-t-il sa responsabilité ?

Remarquons que deux cas ont pu se produire suivant que l'agent a agi de sa propre autorité ou en application d'instructions venues du gouvernement. Mais ces deux cas nous semblent théoriquement justiciables de la responsabilité précédemment définie car on y relève soit la faute de l'agent dont la gravité n'est pourtant pas telle qu'elle ne puisse rentrer dans le fait de service, soit une aggravation injuste des charges au détriment des victimes d'occupation. Les patrons étaient en droit de compter sur l'intervention du service de la police. Celle-ci leur ayant fait défaut, ils peuvent réclamer une indemnité.

La jurisprudence pourtant ne semble guère favorable à étendre la responsabilité de l'Administration pour fait de service dans les matières de police. En 1880 (2), cette opinion de la jurisprudence était déjà certaine. Il s'agissait en l'espèce d'un sieur Biston qui, ayant soutenu un candidat aux élections législatives de 1869, avait vu se produire devant sa maison, plusieurs soirs durant, des manifestations hostiles jugées par lui tellement graves, qu'il avait cru devoir quitter la ville. Se fondant sur l'abstention

(1) *Tr. Conflits*, 8 février 1873. *Rec.*, 1873, p. 61.

(2) S. 1881-3-64.

coupable de la police, il réclamait à l'Etat une somme de 100.000 francs à titre de dommages et intérêts. L'arrêt qui le déboute de sa demande se contente d'affirmer que les faits invoqués par le requérant ne sont pas de nature à lui ouvrir un droit à indemnité contre l'Etat.

Quelque vingt ans plus tard, la même affirmation est reprise sous une forme guère plus explicite par un arrêt « Lepreux » du 13 juillet 1899 (1).

Le sieur Lepreux avait été blessé aux yeux par la bourre d'un canon que les forains venaient de tirer à ving mètres de là. L'exercice de tir au canon étant interdit par ordonnance préfectorale, il y avait donc eu faute de surveillance incontestable du service d'ordre, lequel se trouvait d'ailleurs en nombre insuffisant.

Le sieur Lepreux avait adressé au ministre une requête tendant à l'allocation d'une somme de 100.000 francs par l'Etat, puis il s'était pourvu au Conseil d'Etat, contre le rejet de cette requête. Voici comment celui-ci légitime son arrêt :

« Considérant qu'il est de principe que l'Etat n'est pas en tant que puissance publique et notamment en ce qui touche les mesures de police, responsable de la négligence de ses agents. Considérant dès lors qu'en admettant même que le sieur Lepreux put relever une faute personnelle de la part des agents..., il ne serait pas fondé à soutenir que l'Etat doive en être déclaré pécuniairement responsable. »

M. Hauriou dans une longue note critique vivement cette jurisprudence.

« Le service de police, dit-il, engage la responsabilité de l'Etat, aussi bien que les autres services pour la bonne

(1) S. 1900-3-1.

raison que l'administré compte sur la régularité de ce service aussi bien que sur celle des autres ». Cela nous semble l'évidence car tous les actes de la vie civile, toutes les entreprises projetées sont conditionnées par le fonctionnement régulier de la police assurant l'ordre public.

M. Hauriou établit d'ailleurs une distinction entre le fait pour l'Etat d'avoir organisé un service d'ordre mais fonctionnant irrégulièrement, c'est le cas Lepreux, et le fait pour celui-ci d'avoir omis de prévoir un service d'ordre comme dans l'affaire Biston que nous avons brièvement rappelée, lequel n'est plus générateur de dommages-intérêts. C'est la distinction classique entre les actes de gestion de l'administration et ses actes d'autorité, aujourd'hui généralement abandonnée, ce qui nous autorise à faire du principe de la responsabilité de l'Etat en cas de non intervention de la police, un principe général.

Ce principe n'est pas complètement inconnu de notre jurisprudence administrative et M. Hauriou cite quelques arrêts anciens, il est vrai, et intervenus dans un domaine très spécial où il en est fait application. Nous rappellerons notamment l'arrêt Georges (1) dans lequel l'Etat a été condamné à réparer les dommages causés au cours d'un accident dû au mauvais état d'un pont et de nombreuses autres décisions rendues en matière de service de la voirie parce qu'il fut un temps où la jurisprudence ne considérerait pas encore comme résultant de travaux publics de tels dommages, mais comme relevant de la police de la voirie.

Il nous semblerait beaucoup plus logique de faire à notre question l'application de ce principe général que d'essayer de lui appliquer les articles 106 et suivants de la

(1) S. 1868-2-128.

loi de 1884, textes exceptionnels intervenus dans le même domaine mais visant des circonstances spéciales bien définies par la jurisprudence et par la pensée du législateur.

Nous arriverions d'ailleurs aux mêmes conséquences, à savoir à un partage de responsabilité entre l'Etat et la commune suivant l'importance prise par ces personnes morales dans le fonctionnement de la police, dans le cas considéré.

Pouvons-nous espérer que le Conseil d'Etat examine favorablement les demandes de patrons ayant subi l'occupation de leurs usines ? Nous ne le croyons pas, d'abord parce que comme nous l'avons vu, la jurisprudence du Conseil d'Etat est généralement hostile à une telle conception et puis parce que, suivant la parole amère mais tellement vraie de M. Hauriou (1) : « L'Administration est plus forte que la Justice ».

SECTION III. — LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT MISE EN JEU PAR LA PROCÉDURE DE PRISE EN PARTIE

Nous avons vu que l'entrepreneur qui se trouve dans l'impossibilité de faire respecter le droit de propriété privé que lui garantit pourtant les lois fondamentales du pays, s'adresse à la Justice pour faire constater la légitimité de ses prétentions et obtient à l'adresse des détenteurs de la force publique un ordre impératif d'exécution.

Cet ordre d'exécution, l'entrepreneur devrait pouvoir compter effectivement sur lui. Son droit a été reconnu publiquement. Pour le réaliser, le chef du pouvoir exécutif a mis à sa disposition les pouvoirs de coercition dont il dispose.

(1) Précis de droit administratif.

Puisque nonobstant la formule exécutoire, l'entrepreneur n'a pu obtenir l'évacuation des locaux occupés, il convient de rechercher quelles sont les nouvelles responsabilités mises en jeu.

Le Code de Procédure Civile a prévu la défaillance possible des magistrats de l'ordre judiciaire. Mais elle ne l'a prévu que pour entourer la mise en jeu de la responsabilité de ces magistrats, de conditions extrêmement sévères quant à la forme et quant au fond.

Quant à la forme, nous dirons seulement que la procédure de prise à partie prévoit une succession d'instances ou d'autorisations dont la non obtention entraîne et la perte du procès et la condamnation pécuniaire du demandeur téméraire.

Quant au fond, l'art. 505 du Code de Procédure dispose :

« Les juges peuvent être pris à partie dans les cas suivants :

« 1° S'il y a dol, fraude, concussion ou faute lourde professionnelle qu'on prétendrait avoir été commis, soit dans le cours de l'instruction, soit lors des jugements ;

« 2° Si la prise à partie est expressément prononcée par la loi ;

« 3° Si la loi déclare les juges responsables à peine de dommages-intérêts ;

« 4° S'il y a déni de justice ».

La jurisprudence sans s'arrêter aux termes : « Les juges » étend la prise à partie aux officiers de police judiciaire et à tous ceux qui prennent part à l'administration de la justice (1).

(1) *C. Civ.*, 9 déc. 1919. — *D. P.*, 1920-1-8.

Mais le fait de l'existence de l'article 506 qui déclare qu'il y a déni de justice « lorsque les juges refusent de répondre les requêtes ou négligent de juger les affaires en état et en tour d'être jugées », écarte pour les auxiliaires de la justice qui ne sont pas des juges au sens strict, la possibilité de la prise à partie pour cause de déni de justice (2).

D'autre part, le paragraphe 2 et le paragraphe 3 de l'article 505 sont à écarter comme ne pouvant s'appliquer à notre cas.

Il nous reste donc à prouver, pour faire aboutir une procédure de prise à partie, qu'il y a eu dol, fraude, concussion ou faute lourde professionnelle des magistrats auxquels le patron s'est adressé pour obtenir l'exécution de la décision judiciaire dont il est porteur.

Seule la faute lourde professionnelle peut faire l'objet d'une discussion. Pour apprécier sa vraisemblance, il faut maintenant se demander qui a pu commettre cette faute. Nous allons pour résoudre la question étudier comment s'est passée la tentative d'exécution dans la pratique.

Le patron qui a obtenu, par exemple, une ordonnance de référé décidant l'expulsion des grévistes par la force publique, commence par remettre à l'huissier la grosse de cette ordonnance qui contient la formule exécutoire, ou la minute si exceptionnellement l'ordonnance était exécutoire sur minute. L'huissier se rend chez le commissaire de police et lui demande de « lui prêter main forte » comme le prévoit la dernière phrase de la formule exécutoire.

Mais le commissaire de police a reçu de son supérieur hiérarchique, le Procureur de la République, des ordres

(2) *Ch. Civ.*, 9 déc. 1919, Sirey, 1920-1-101.

précis de ne pas exécuter ou bien il en sollicite. Celui-ci, de même, reçoit des ordres dans le même sens du Procureur Général.

Où est la faute professionnelle lourde exigée par l'article 505 ? Elle ne peut être que chez le Procureur Général. Mais chacun sait qu'en fait comme en droit, le Parquet général dépend du Gouvernement, si bien que nous arrivons à cette conclusion que le Président de la République, détenteur de la force publique, reprend d'une main ce qu'il avait donné de l'autre. Le véritable responsable, c'est sa symbolique personne.

Il y a là un processus certainement anormal et incompréhensible dans un pays où règne l'ordre public. Il n'est pas spécial à notre matière et s'est manifesté depuis la guerre dans des domaines variés et notamment en matière de loyer, lorsqu'il s'agit d'obtenir l'expulsion d'un locataire.

Pour essayer d'atténuer l'iniquité du procédé, la jurisprudence s'est quelquefois servie d'un système juridique fondé sur « la légitime défense de l'Etat » et que nous allons maintenant essayer de dégager dans la dernière section afin de voir s'il est susceptible de s'appliquer à notre sujet.

SECTION IV. — LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT FONDÉE SUR SON REFUS D'EXÉCUTER UNE DÉCISION JUDICIAIRE EN FORME EXÉCUTOIRE.

C'est dans un arrêt célèbre du Conseil d'Etat du 30 novembre 1923 (1) que le principe de cette responsabilité est pour la première fois apparue. On peut résumer cette

(1) S. 1928-3-57.

affaire très compliquée de la façon suivante : Un sieur Couitéas avait obtenu un jugement lui reconnaissant la possession d'un domaine situé en Tunisie et lui conférant le droit d'en faire expulser de nombreux indigènes qui l'occupaient. Le Gouvernement ayant refusé le concours de la force militaire pour assurer l'exécution de ce jugement, Couitéas avait réclamé à l'Etat une indemnité importante.

Le Conseil d'Etat dans son arrêt commence par légitimer cette attitude :

« ... Que le Gouvernement, en se refusant à autoriser le concours de la force militaire pour l'exécution d'un jugement qui a conféré à un propriétaire en Tunisie le droit de faire expulser de son domaine tous occupants, refus motivé par la crainte de troubles graves que susciteraient l'expulsion de nombreux indigènes de territoires dont ils s'estimaient légitimes occupants depuis un temps immémorial, n'a fait qu'user des pouvoirs qui lui sont conférés en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans un pays de protectorat. »

C'est ce que M. le Commissaire du Gouvernement Rivet appelait « le moyen de défense tiré des nécessités vitales du pays », c'est-à-dire, explique M. Hauriou dans la note remarquable qu'il a consacrée à cette affaire retentissante, tout simplement la vieille raison d'Etat.

M. Rivet cherchait même dans les textes constitutionnels une justification de l'attitude de l'Etat.

« Le Président de la République qui, aux termes de l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 « dispose de la force armée » a estimé qu'une raison majeure s'opposait à sa mise en action et a, à titre exception-

nel, suspendu l'effet de la formule exécutoire apposée en son nom sur la grosse du jugement. »

Le Conseil d'Etat n'a pas retenu cet argument littéral et avec raison, semble-t-il, car l'histoire de la rédaction de l'article 3 de la loi du 25 février 1875 ne permet pas un seul instant de supposer que les rédacteurs de cette loi avaient en vue les conséquences que prétendait en tirer M. Rivet. On sait que cet article a été voté sur l'intervention personnelle du Maréchal de Mac Mahon, désireux, en cas de guerre, de se mettre à la tête de ses troupes.

La vérité c'est qu'on ne saurait trouver de fondement bien solide à cette jurisprudence. Elle ne se justifie que par son opportunité. Elle implique d'ailleurs un état de crise d'une exceptionnelle gravité. Comme le dit M. Hauriou, c'est une jurisprudence de guerre.

Personne ne saurait se faire illusion sur la valeur intrinsèque d'un tel procédé et dans la mesure du possible il faut en atténuer l'iniquité. C'est pourquoi l'arrêt sus rappelé accorde une compensation pécuniaire à celui qui subit ainsi, dans l'intérêt de la collectivité une charge supplémentaire.

« ... Mais que le justiciable nanti d'une sentence judiciaire dûment revêtue de la formule exécutoire est en droit de compter sur la force publique pour assurer l'exécution du titre qui lui a été ainsi délivré ; que si le Gouvernement a le devoir d'apprécier les conditions de cette exécution et le droit de refuser le concours de la force armée, tant qu'il y a danger pour l'ordre et la sécurité, le préjudice qui peut résulter de ce refus ne saurait *au delà d'une certaine durée* être regardé comme une charge incombant normalement à l'intéressé et qu'il appartient au juge d'ap-

précier la limite à partir de laquelle il doit être supporté par la collectivité. »

Arrêtons-nous à ces derniers mots dont la portée n'est pas niable ; c'est une limitation très nette du nouveau principe. Le préjudice n'est réparable *qu'au delà d'une certaine durée*.

Autrement dit, l'Administration a le souci de maintenir la balance entre les charges pesant sur les citoyens. Mais cette balance n'est pas de précision, le préjudice doit avoir une certaine durée pour influencer sur elle et c'est au juge qu'il appartient de déterminer cette durée.

L'arrêt Couitéas pouvait devenir le point de départ d'une jurisprudence tendant à faire indemniser par l'Etat tous ceux qui, porteurs d'une décision de justice, s'en voyaient refuser l'exécution au mépris de la formule exécutoire.

Ces cas augmentant toujours en nombre, M. Hauriou sentit le danger d'une telle jurisprudence.

« A-t-on réfléchi, dit-il, aux nombreuses expulsions de locataires qui ont été arrêtées d'ordre gouvernemental pour ne pas troubler la paix publique pendant et depuis la guerre, depuis l'ouverture de la crise des loyers ? Si les propriétaires qui avaient engagé ces procédures forment des réclamations en indemnité, que répondrait-on ? Qu'on n'est pas dans un pays de protectorat ? Mais le préjudice qu'ils ont subi est certain, et au fond ils sont victimes d'une faute de l'Administration, ou bien si cette faute est excusée par la légitime défense de l'Etat, ils doivent bénéficier de la jurisprudence de notre arrêt. »

Le Conseil d'Etat (1) devait d'ailleurs être saisi d'un cas

(1) *Gazette des Tribunaux* des 10 et 11 juin 1936 et la note contenant une étude très sérieuse de la question.

semblable. C'est celui que trancha l'arrêt Carné, des 4 et 18 décembre 1935.

Le juge des référés avait rendu une ordonnance autorisant un propriétaire à procéder à l'expulsion de l'un de ses locataires. Mais celui-ci ne pouvant obtenir du commissaire de police l'exécution de cette ordonnance, avait adressé au ministre de la Justice une requête afin d'obtenir une indemnité corrélative au préjudice éprouvé par lui, puis le délai de quatre mois prévu par la loi du 17 juillet 1900 écoulé, et n'ayant pas reçu de réponse du ministre, il avait porté l'affaire devant le Conseil d'Etat.

L'arrêt considéré rejeta purement et simplement la requête présentée, pour cause d'incompétence « considérant que les faits ainsi incriminés se rattachaient directement à une décision de l'autorité judiciaire pour l'exécution de laquelle le commissaire de police avait agi d'après les instructions que lui avait donné à cet effet le ministère public ; qu'il n'appartenait pas au Conseil d'Etat d'en connaître soit en eux-mêmes, soit dans leur conséquence ».

Le principe invoqué à savoir que le Conseil d'Etat est incompétent pour connaître de tout ce qui touche au fonctionnement de la justice rendu par les tribunaux judiciaires existe incontestablement. On le trouve notamment affirmé dans un autre arrêt du 12 mai 1934 (1) et dans le livre de M. Paul Duez « La responsabilité de la puissance publique en dehors du contrat » (2).

Il avait été rappelé par M. Rivet, commissaire du Gouvernement dans l'affaire Couitéas, mais pour l'écarter en ces termes :

(1) *D. H.*, 1934, page 353 avec une note rappelant de nombreuses décisions ayant statué dans un sens analogue.

(2) *P.* 140, 141, 142.

« ... Le jugement prononcé, la période exclusivement judiciaire a pris fin. Parmi les actes consécutifs au jugement, il en est encore qui relèvent des tribunaux civils, ce sera à raison de la qualité de leurs auteurs, qui compris dans la hiérarchie judiciaire, justifieront *ratione personae* l'intervention de ces tribunaux. Dans l'acte de l'autorité administrative supérieure qui, sollicitée de faire agir la force publique pour exécuter la sentence du juge, prend une décision sur la réquisition dont une autorité militaire a été l'objet, nous ne voyons au contraire qu'une manifestation du pouvoir « d'administrer », lequel consiste à assurer la vie générale du pays, en faisant des moyens d'action dont l'autorité dispose l'emploi le plus conforme à une saine appréciation des intérêts en présence et des exigences que chacun de ces intérêts peut légitimement comporter. »

Nous avons montré, en effet, lorsque nous avons étudié la prise à partie, que cette procédure avait peu de chance de réussir dans notre cas car il s'agissait d'une volonté arrêtée du pouvoir exécutif et non de l'acte fautif d'un magistrat. Les mêmes raisons qui nous ont fait écarter la voie de la prise à partie militent maintenant en faveur de la compétence administrative. C'est pourquoi les conclusions de l'arrêt Carné ne nous satisfont pas. Le Conseil d'Etat, à notre avis, aurait dû se déclarer compétent et juger d'après les principes dégagés dans l'arrêt Couitéas.

Le danger que présente pour l'Etat la jurisprudence de l'arrêt Couitéas est très réel, nous ne nous le dissimulons pas. Mais le mal a une cause qui est, soit l'affaiblissement progressif de l'autorité de l'Etat, soit le désaccord entre les lois et les mœurs. Le remède est d'essence politique ou

législatif. Résoudre la difficulté par une iniquité, c'est aggraver encore une situation déjà compromise.

La solution de l'arrêt Couitéas n'est qu'un palliatif, nous le reconnaissons, mais c'est un palliatif nécessaire si l'on veut que le principe fondamental du respect des lois continue à être unanimement accepté par tous.

Nous constatons d'ailleurs dans une espèce récente (1) intervenue dans un domaine un peu spécial, il est vrai, que la jurisprudence semble faire de nouveau application des principes de l'arrêt Couitéas. Il s'agissait d'une décision rendue par le Tribunal départemental de la Côte-d'Or fixant les limites géographiques de la Bourgogne viticole et déterminant les conditions d'encépagement requises pour que les vins récoltés aient droit à l'appellation de « Bourgogne » pour l'application de la loi du 6 mai 1919. Le ministère de l'Agriculture avait envoyé des instructions formelles aux agents du service des fraudes pour leur interdire d'exécuter les jugements rendus. Le Conseil d'Etat saisi par le Syndicat de Défense des Grands Vins de la Côte-d'Or, décida notamment : « Que s'il appartenait au ministère de l'Agriculture, en vue de ménager une transition entre le régime de fait antérieur et le régime nouveau résultant du jugement précité, d'inviter les agents du service des fraudes à surseoir pendant un délai raisonnable à toute action répressive, il n'a pu sans abus, se refuser encore, à la date du 19 février 1934 et *sans limitation de durée*, assurer en ce qui le concerne, le respect des décisions qui refusent en Saône-et-Loire l'appellation « Bourgogne » aux vins issus d'autres cépages que le gamay noir à jus blanc.

Que ce faisant, alors que le service de la répression des

(1) 24 juillet 1936. — *D. H.*, 1936, p. 496.

fraudes est spécialement chargé par la loi du 6 mai 1919 de veiller à l'application de la législation sur les appellations d'origine, le Ministre a commis une faute grave de nature à engager la responsabilité de l'Etat ».

Nous voyons par l'étude que nous venons de faire de la jurisprudence inaugurée par l'arrêt Couitéas, que le Conseil d'Etat est loin d'avoir sur ce sujet des vues précises et arrêtées. Pouvons-nous penser qu'un patron dont l'usine aurait été occupée, pourrait réussir dans une action en indemnité contre l'Etat, motif pris qu'il n'aurait pu faire exécuter les décisions judiciaires et notamment les ordonnances d'expulsion obtenues contre ses ouvriers ? Nous ne le pensons pas, et cela pour deux raisons :

La première est une raison pratique ; nous pouvons craindre que le Conseil d'Etat adoptant le point de vue de l'arrêt Carné se déclare incompétent, « les faits incriminés se rattachant directement à une décision judiciaire ».

Mais supposons que, comme nous l'avons souhaité, le Conseil d'Etat examine cette affaire dans le même esprit qu'il avait examiné l'affaire Couitéas. Il n'en reste pas moins qu'il ne trouvera pas en l'espèce l'une des conditions nécessaires d'après lui à l'obtention d'une indemnité de l'Etat.

Nous avons vu que d'après l'arrêt Couitéas la réparation du préjudice résultant du refus de la puissance publique d'exécuter une décision judiciaire n'incombe à l'Etat *qu'au delà d'une certaine durée*. Dans cet arrêt, il s'agissait même d'une privation de jouissance totale et sans limitation de durée.

Il est fort improbable que le Conseil d'Etat considère la durée d'occupation des lieux de travail comme suffi-

sante pour fonder une telle action, même dans les cas exceptionnels où elle alla jusqu'à dépasser un mois.

Nous plaçant au point de vue de l'équité, nous regretterons cette décision. Du fait de l'occupation, le patron subit un préjudice très réel qui s'accroît avec le temps. A partir du moment où nanti de la décision judiciaire en forme exécutoire, il a requis en vain l'aide et l'assistance de la force publique, ce préjudice est imputable à l'Etat. En outre, il est bien certain qu'il a exposé inutilement des frais de procédure. L'Etat lui doit remboursement de ces frais.

QUATRIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES JURIDIQUES EN BELGIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES FAITS

Les grands événements économiques et sociaux qui se produisent en France ont presque toujours, en Belgique, une répercussion profonde. C'est un phénomène aisément compréhensible. Les deux pays ont une communauté de vie formée par leur situation géographique consolidée par des liens de sang et par l'histoire. En outre, de très nombreux ouvriers belges passent chaque jour la frontière pour venir travailler dans les usines françaises. Ceux-ci, au mois de juin 1936 étaient donc au courant de ce qui se passait en France. Leur condition économique étant par ailleurs très comparable à celle des ouvriers français, on peut penser que, comme eux, ils aspiraient à une amélioration de leur sort.

Il faut ajouter que la situation politique belge, au début du mois de juin 1936 n'est pas sans présenter quelques analogies avec la situation politique française. Une grave

crise ministérielle a éclaté après le départ du ministère Van Zeeland. Elle s'avère longue et difficile devant la nécessité de trouver une majorité gouvernementale stable. Une autre cause de malaise existe en outre en Belgique, la peur du rexisme, parti fasciste, qui, sous la direction de son chef Léon Degrelle a fait d'étonnants progrès.

Le 2 juin, M. Vandervelde, ministre socialiste, est chargé de former le nouveau cabinet. Son acceptation est définitive le 5. Mais dès le 3 juin, une grève éclate parmi les ouvriers du port d'Anvers. Elle étonne les Belges par son importance et sa soudaineté, mais la tactique nouvelle qui nous occupe n'est pas employée. L'« Indépendance » du 4 juin croit toutefois tirer un enseignement de cette grève : « il est tout de même remarquable que le moment choisi a été celui d'une participation plus large du parti socialiste au pouvoir ».

Le leader socialiste échoue d'ailleurs dans ses négociations, c'est Monsieur Van Zeeland qui est à nouveau chargé de constituer le ministère, le 8 juin. Il se déclare tout de suite partisan de réformes sociales très audacieuses, telles le contrôle de certaines industries et l'assurance chômage obligatoire.

Le lendemain, le premier exemple d'occupation d'une usine belge se réalise. Les mineurs du charbonnage de la Batterie, à Liège, pour protester contre les amendes infligées à deux hommes du personnel, refusent de descendre au fond de la mine. Ils occupent la paire. Le mouvement, amorcé par une équipe est continué bientôt par toutes les autres.

Immédiatement se pose le même dilemme qu'en France. Les ouvriers déclarent qu'ils occuperont les lieux tant qu'ils n'auront pas reçu satisfaction. Les patrons répliquent :

évacuez d'abord les lieux et nous consentirons à discuter avec vous.

Le 10, tandis que dure la grève des dockers du port d'Anvers, quatre nouveaux charbonnages de Liège tombent en grève, mais à vrai dire, sans qu'il en résulte de nouvelles occupations.

Dès le début du mouvement, la police ne se montre pas inactive. Une centaine de gendarmes ont pris position aux alentours du charbonnage de la Batterie. Le 9 au soir, ordre est donné à la gendarmerie de faire évacuer la paire à tout prix. La brigade des gaz a même été mandée par le Ministre de l'Intérieur lui-même. L'intervention de la force publique ne devait pas être nécessaire. Les ouvriers ayant obtenu satisfaction évacuèrent volontairement le charbonnage.

Le 11, la situation s'aggrave rapidement. Dans la région de Liège, on compte 7.000 grévistes. A la petite Bacnure, à Herstal, ils occupent le carreau et ont hissé le drapeau rouge. Mais immédiatement, sur instruction du Ministre de l'Intérieur, l'expulsion est effectuée sans incident.

Devant la croissance du mouvement d'agitation, l'opinion publique belge s'émeut. La presse, dans sa majorité, se félicite de l'attitude énergique que le Gouvernement semble vouloir adopter. *L'Indépendance* du 12 juin lance ce cri d'alarme : « l'ordre doit être maintenu partout. Si le Gouvernement a à discuter les revendications ouvrières, ce ne peut être sous le coup d'une menace, mais dans la légalité et dans l'ordre ».

Le 13 juin le mouvement gagne encore en importance tout en se généralisant. Il y a 16.000 mineurs en grève dans le pays de Liège.

Dans le Borinage, à Frameries, les ouvriers du puits de

Crachet-Picquery des Charbonnages belges, se sont mis en grève et refusent d'évacuer les locaux des bains douches où ils se sont réunis. La gendarmerie après avoir obtenu du renfort, fait savoir aux ouvriers qu'elle a ordre de les expulser par la force. Comme dans la plupart des exemples précédents les ouvriers sortent volontairement des lieux qu'ils occupent. C'est ce qui se produit également à la division de Boussu des usines métallurgiques Coppée, ainsi qu'à la fabrique nationale d'armes de guerre de Herstal ; ces deux entreprises ne subissent qu'une occupation de courte durée.

Ce même jour, le ministère Van Zeeland est définitivement constitué. Il comprend six socialistes sur quinze membres.

Dans les jours qui suivent, la grève devient peu à peu générale dans les mines et la métallurgie. Dans la région de Charleroi les ateliers de construction se sont joints au mouvement. Dans le Borinage ce sont les travailleurs du bâtiment qui ont déserté les chantiers. A Bruxelles, le travail dans tous les corps de métier est à peu près nul.

Et pourtant les ouvriers se montrent peu enclin à adopter le mode original de grève dont les exemples se multiplient en France à la même époque.

Tout juste si l'on peut noter à Liège une tentative d'occupation du banc d'épreuve, énergiquement brisée par la gendarmerie, à Charleroi deux ou trois usines dont les ouvriers sont évacués par la force publique de même qu'à Forest, aux environs de Bruxelles.

Le gouvernement, il est vrai se montre de plus en plus résolu. A Liège une auto-mitrailleuse évolue dans la rue. Deux compagnies de mitrailleurs du 14^e de ligne occupent

les usines d'Ougrée et la fabrique nationale d'armes de Herstal afin de parer à toute éventualité.

Le 18 juin, il semble que le mouvement ait atteint son apogée. Rien que dans la région Bruxelloise ont compte 20.000 grévistes. Des incidents violents et des actes de sabotage sont signalés dans le Borinage, à Verviers et sur les chantiers du canal Albert. Un seul cas d'occupation cependant, et ce sera le dernier, croyons-nous de cette grave crise sociale. Il s'agit des charbonnages de l'Agrappe, à Frameries, qui sont évacués rapidement avec l'aide de l'armée.

Pourtant l'exaltation de la foule des travailleurs est toujours très grande. L'emploi de la violence n'est pas rare. Durant la grève des dockers du port d'Anvers, un officier de gendarmerie et plusieurs gendarmes sont blessés à Alost le 20. Le 23, un gendarme est frappé à Trebize, d'un coup de poinçon au ventre. Le 24, une violente bagarre marque à Andelecht, aux environs de Bruxelles, la grève des tramways. Jusque vers la fin du mois le mouvement continuera, certaines grèves se terminant pendant que d'autres éclatent. Mais il est curieux de constater que les ouvriers ne semblent même plus songer à occuper leurs entreprises.

Nous pensons que le mérite d'un tel résultat revient à l'attitude du gouvernement belge. Les critiques ne lui furent pourtant pas ménagées. La réplique était facile. Le 18 juin, le Ministre de l'Intérieur, Monsieur de Schryver faisait à la presse une déclaration où il disait notamment « on constate que là où il y a des gendarmes, il n'y a pas d'incident. On nous reproche de faire appel à la force publique, oubliant que la mission de cette dernière est avant tout de prévenir les conflits ».

Et le 19 juin, le Ministre de l'Intérieur laisse sans ré-

ponse une proposition des bourgmestres socialistes de l'arrondissement de Mons tendant à faire rapporter l'arrêté du Gouverneur de la province interdisant les rassemblements, à retirer les forces de gendarmerie et présentant cette mesure comme un premier pas vers « le retour à l'état de chose normal ».

L'action résolue de la police ne vaut pas seulement à notre avis par la crainte qu'elle inspire. Nous savons bien qu'on ne contient pas par la force les revendications légitimes des masses. Mais son attitude précise aux yeux de tous qu'il y a une illégalité à ne pas commettre. Elle matérialise une idée morale qu'on retrouverait bien dans la conscience individuelle de chaque travailleur mais qui s'estomppe dans la masse du fait de l'exaltation commune. Le Gouvernement belge ne s'est d'ailleurs pas contenté d'éviter les excès de la grève, il a voulu également en supprimer les causes. Le 24 juin, Monsieur Van Zeeland lit à la Chambre sa déclaration ministérielle où il annonce des réformes sociales massives, notamment la réadaptation des salaires, les congés payés, la semaine de 40 heures dans les industries dangereuses ou insalubres, la généralisation des commissions paritaires et des conventions collectives, l'assurance chômage obligatoire, la liberté syndicale, l'augmentation des allocations de chômage, l'amélioration du sort des retraités, enfin un programme de grands travaux.

Ce programme reçoit l'approbation de la majorité de l'assemblée. Seuls, il est curieux de le noter, les communistes s'abstiennent d'applaudir.

Le 27 juin, le Gouvernement soucieux de montrer sa volonté d'exécuter ses promesses fait voter à une énorme majorité la loi sur les congés payés et la loi de 40 heures.

Ainsi le Gouvernement belge avait réussi à donner sa-

tisfaction aux travailleurs belges tout en évitant la violation de la loi et tout en maintenant l'ordre. On comprend dès lors qu'il ne se soit trouvé que peu de personnes pour lui reprocher son attitude énergique au cours des grèves. On s'explique le peu de retentissement d'une interpellation parlementaire socialiste-communiste du 1^{er} juillet sur l'emploi de la gendarmerie, à une époque où les conflits sociaux tout en diminuant en importance n'avaient cependant rien perdu de leur acuité. Les Belges avaient compris qu'il n'y a de progrès véritable que dans l'ordre et la légalité et que pour éviter les désordres, il ne suffit pas de prononcer de beaux discours, il faut une force publique décidée et prête à assurer les devoirs qui lui incombent.

CHAPITRE II

LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

La question de l'occupation des lieux de travail, n'a pas à notre connaissance, été l'objet de décisions judiciaires. La force publique est intervenue en Belgique, d'office, en vertu de sa mission protectrice de l'ordre public. Les quelques exemples que nous avons relatés semblent cependant avoir ému l'opinion publique.

Monsieur Janssens dans son rapport sur le projet gouvernemental de réforme du Code Pénal que nous allons bientôt étudier, se fait l'écho de ce sentiment en ces termes (1). « Certes et cela doit être dit à l'hommage de l'ouvrier belge, le système de l'occupation de l'usine de la « grève sur le tas » n'a pas été appliqué en Belgique ; mais ce régime de présences indésirables dans des immeubles privés contrairement à la volonté du propriétaire ou de l'ayant-droit a été si dangereusement appliqué dans d'autres pays de l'Europe et constitue une telle atteinte au droit de propriété qui est garanti en Belgique par la constitution qu'il est sans conteste utile de compléter sur ce point le Code Pénal.

« C'est utile tant au point de vue individuel que social. L'occupation sans titre et en violation de la volonté d'au-

(1) Chambre des représentants, Session de 1936-1937, document n° 145.

trui de son bien est toujours blâmable. L'ordre public et le respect du droit de propriété exigent que les lois préviennent ou punissent cette occupation qui peut aller jusqu'à une confiscation de facto. Cette expropriation sans indemnités, temporaire sans doute, mais néanmoins frustratoire, est, lorsqu'il s'agit de conflits sociaux un mode de violence et de contrainte incompatible avec une solution juste et équitable, voire pacifique des différends entre employeurs et employés.

« Elle constitue au surplus une atteinte directe à la liberté du travail puisqu'elle immobilise et arrête l'industrie ou le commerce où l'occupation a lieu. Sous aucun prétexte la violence et la contrainte ne peuvent régner dans le marché du travail ».

Il s'agit donc, dans l'esprit de Monsieur Janssens de stigmatiser afin de prévenir les abus qu'il déplore « dans d'autres pays de l'Europe » en en faisant un délit sanctionné par le droit pénal.

Certes la constitution belge dans son article 10, déclare :

« Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit » et dans son article 11 :

« Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établie par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

Le principe est incontestable mais son application dans les textes de lois et spécialement dans le Code Pénal est limitée par le fait que le législateur a essayé de prévoir les différents cas d'espèce qui peuvent se produire. Il en résulte, en vertu du principe d'interprétation restrictive qui domine en la matière, beaucoup de difficultés pour appliquer ces textes à des faits nouveaux.

Nous avons déjà fait cette remarque en droit français. Mais le Code Pénal belge plus encore que le nôtre, fait pour chaque délit l'énumération des cas possibles. Nous en avons un exemple dans les articles qui concernent le délit de violation de domicile.

On se rappelle l'article 184 du Code Pénal français :

« Tout individu qui se sera introduit à l'aide de menaces ou de violences dans le domicile d'un citoyen, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 à 300 francs ».

Voici les textes belges :

— Article 439 — « Sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 2 ans et d'une amende de 26 à 300 francs celui qui, sans ordre de l'autorité et hors les cas où la loi permet d'entrer dans le domicile des particuliers contre leur volonté, se sera introduit dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement habités par autrui, ou leurs dépendances, soit à l'aide de menaces ou violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs.

— L'article 440 prévoit des circonstances aggravantes « si le fait a été exécuté la nuit, s'il a été exécuté par deux ou plusieurs personnes, si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes » et l'article 442 ajoute :

« Sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 2 ans et d'une amende de 26 à 300 francs, celui qui se sera introduit sans le consentement du propriétaire ou du locataire dans les lieux désignés à l'article 439 et y aura été trouvé la nuit ».

La même difficulté se pose qu'en droit français, le terme employé par les deux textes étant le mot introduire.

Mais cette difficulté est aggravée encore parce que le législateur belge dans son article 439 semble préciser l'idée d'introduction par les mots « effraction, escalade ou fausses clefs » qui évoquent bien l'idée d'individu pénétrant dans un lieu privé et paraissent s'opposer à celle d'individus demeurant dans les lieux où ils se trouvaient déjà.

Mais il est intéressant de noter que la situation des ouvriers qui demeurent sur les lieux après les heures de travail se rapproche beaucoup plus de celle de l'article 443 plutôt que de celle de l'article 439. Or, ledit article ne punit l'individu qui s'introduit dans un lieu privé que si celui-ci y a été trouvé la nuit. Il en résulterait donc que le délit d'occupation d'usine ne serait caractérisé que durant la nuit ce qui paraît absurde à première vue.

Le délit d'entrave à la liberté du travail de l'article 414 du Code Pénal français n'a pas son équivalent dans le Code Pénal belge contemporain.

Nous avons vu pourtant que c'est le seul texte pour l'application duquel doctrine et jurisprudence sont en France à peu près d'accord pour admettre l'application en la matière.

D'autre part tous les délits connexes dont s'accompagnent parfois les occupations d'usines passent en Belgique, aussi facilement qu'en France, au travers des mailles de la répression. Y a-t-il eu vol d'eau, d'électricité, de matières premières, extorsion de signature, séquestration de personnes ? Il est toujours malaisé de l'établir.

On aimerait également voir toutes menaces ou violences sévèrement réprimées. Mais les menaces ne sont punissables comme telles, c'est-à-dire lorsqu'elles ne sont pas la circonstance aggravante d'une infraction que si elles ont pour objet un attentat punissable de la peine de mort ou

des travaux forcés : La menace d'un attentat contre les personnes n'est donc punissable que si l'auteur menace sa victime d'un assassinat ou d'un meurtre ; la menace de coups qui ne seraient point mortels n'est pas punie par le code pénal.

Une exception dont le domaine est étroitement limité est fournie par l'article 330 :

« La menace faite par écrit anonyme ou signé avec ordre ou sous condition d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la réclusion, sera punie d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans et d'une amende de 100 à 500 francs ».

Quant aux violences, pour qu'elles soient punissables pour elles-mêmes, il faut qu'elles constituent soit l'homicide ou des coups et blessures (art. 333, 394, 398 à 401 du Code pénal), soit des voies de fait ou violences légères.

Encore n'y a-t-il dans ce dernier cas que contravention (art. 563, 3^e al.) (1), « alors que les voies de fait ou violences légères, exemples : lancer sur quelqu'un des objets de nature à le souiller, le pousser dans le fossé, étant commises pour empêcher l'exercice de la liberté, c'est comme délit d'atteinte à la liberté que le législateur devrait les prévoir ».

Quelques dispositions fragmentaires peuvent exceptionnellement encore trouver quelques applications dans le cas qui nous occupe, nous citerons : l'article 406 :

« Sera puni de la réclusion celui qui aura volontairement entravé la circulation d'un convoi sur chemin de fer,

(1) Exposés des motifs du projet de loi complétant le Code Pénal par le Ministre de la Justice devant la Chambre des représentants, document n° 95.

en y déposant des objets quelconques, en dérangeant les rails ou leurs supports, en enlevant les chevilles ou clavettes, ou en employant tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails. »

L'article 523 principalement : « quiconque aura détruit une machine à vapeur appartenant à autrui sera condamné à un emprisonnement de 15 jours à 3 ans et d'une amende de 50 à 500 francs.

« Il y a destruction dès que les effets de la machine sont empêchés en tout ou en partie, soit que le fait porte sur les appareils moteurs, soit qu'il porte sur les appareils mis en mouvement ».

Article 525 : « Lorsque les faits prévus aux deux articles précédents (1) auront été commis en réunion ou en bandes et à l'aide de violences, de voies de fait ou de menaces, les coupables seront punis de la réclusion.

« Les chefs et les provocateurs seront condamnés aux travaux forcés de 10 ans à 15 ans et à une amende de 500 à 5.000 francs ».

Ce texte visiblement, est destiné à combattre les émeutes provoquées par les ouvriers aux premiers temps de l'introduction du machinisme moderne. Il ne s'applique qu'aux « machines à vapeur » parce que c'était les seules connues à cette époque.

Il en résulte que les dégradations de toute autre machine ou d'un outillage quelconque ne sont punies par la loi belge que de peines de contravention.

Article 559 : « Seront punis d'une amende de 10 à 20 francs : 1) Ceux qui hors les cas prévus par le Chapitre

(1) L'article 524 est abrogé.

III, titre IX, livre II du présent code (1) auront volontairement endommagé ou détruit les propriétés mobilières ».

Il résulte de cet examen de la législation belge que la Belgique aurait été assez en peine pour enrayer le mouvement d'occupation de ses usines sans l'action énergique de sa police.

En droit pénal belge, à l'inverse de la conclusion à laquelle nous étions arrivé en droit pénal français, on peut affirmer que ce fait ne constitue pas un délit. C'est pourquoi le Gouvernement belge crut utile de déposer le 27 octobre 1936, un projet de loi sur le bureau de la Chambre des représentants.

« Le Gouvernement — expliquait le Ministre de la Justice — estime que le chapitre II, du titre II, du livre II du Code pénal doit être complété de manière à punir de peines correctionnelles toutes violences au sens large donné à ces termes par l'article 483 du Code pénal (2) ainsi que toutes menaces d'infraction contre les personnes ou les propriétés, lorsque ces violences ou ces menaces sont faites en vue de porter atteinte à la liberté individuelle ou à toute liberté garantie par la constitution ».

Nous allons étudier ce projet de loi ainsi que les réformes que la Commission de la Justice y a apportées.

(1) Article 523.

(2) Art. 483 : « Par violences, la loi entend les actes de contrainte physique exercés sur la personne ».

CHAPITRE III

LA LÉGISLATION PROJETÉE

Le projet de loi présenté par le Ministre de la Justice, M. Bovesse, comprenait 5 articles.

Les premiers de ces articles visaient les atteintes à la liberté individuelle.

« ARTICLE PREMIER. — L'intitulé du Chapitre II, du titre II, du livre II du code pénal est modifié comme suit : « des atteintes aux libertés garanties par la constitution ».

ARTICLE 2. — La disposition suivante est insérée après l'article 146 du même code : Article 146 *bis*. Sans préjudice des dispositions légales punissant les atteintes à certaines libertés, sont punies d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 26 à 200 francs, toutes violences et toutes menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, lorsque ces violences ou menaces sont faites en vue de porter atteinte à la liberté individuelle ou à toute autre liberté garantie par la constitution.

ARTICLE 3. — L'article 406 du Code pénal est complété par un alinéa ainsi conçu : Sera puni de la même peine celui qui, sur la voie publique, entrave à l'aide de violences ou de menaces, la circulation de véhicules quelconques ».

Ces dispositions furent rejetées par la Commission rapporteuse à une faible majorité. Les raisons invoquées, fort nombreuses, nous paraissent d'ailleurs d'inégales valeurs.

Le plus solide à notre avis est un argument de fait que le rapporteur M. Janssens peut invoquer avec une légitime et patriotique fierté : « le sentiment a prévalu qu'en fait la liberté individuelle n'a pas encore couru de réels dangers dans le pays au cours des dernières années et que, dès lors, la situation ne commande pas une modification à la législation à cet égard ». ...Le respect de la liberté individuelle est très grand chez notre peuple et ce n'est pas une disposition pénale de plus ou de moins qui augmentera ou diminuera cette liberté ».

Mais si l'on examine les reproches faits au projet de loi quant à sa valeur juridique on est beaucoup moins convaincu.

D'autres dispositions, déclare le rapporteur, protègent certaines libertés : liberté de la presse, liberté des cultes, liberté d'association, etc... Mais il est bien obligé de constater « qu'il est une liberté particulière qui n'a plus toute la protection à laquelle elle a droit, c'est la liberté du travail.

L'article 146 *bis* par ailleurs est trouvé trop imprécis « et d'une application fort élastique et dangereuse ». Il y a peut-être lieu à un amendement mais le motif invoqué ne justifie pas la suppression de cet article.

Enfin le rapporteur pense « qu'une disposition générale et imprécise comme celle qui est proposée risque de heurter la légitime susceptibilité de la classe ouvrière ». Il est bien certain qu'en France l'application de l'article 414 du code pénal soulève les protestations des ouvriers qui parlent volontiers de « lois scélérates ». L'application abusive

de cet article a pu parfois justifier leur mécontentement. Mais il n'en est pas moins vrai qu'en France du moins, cet article se révèle d'une utilité incontestable. Nous rappelons que seul, en l'état actuel de la législation française, il s'applique indiscutablement aux occupations des lieux de travail, d'après l'opinion unanime de la jurisprudence et de la grande majorité de la doctrine.

Nous pensons donc que la commission en rejetant en bloc les dispositions du projet concernant la liberté individuelle n'a peut-être pas sagement agi.

La commission a accueilli au contraire non sans la modifier dans la forme toute la partie suivante du projet de loi, concernant la sauvegarde du droit de propriété privée.

En ce qui concerne la violation de domicile, l'article 4 du projet était ainsi conçu :

« Les articles 439 à 442 du code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 439 : Sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et d'une amende de 26 à 100 francs celui qui sans ordre de l'autorité et hors les cas où la loi permet de pénétrer dans la propriété d'autrui se sera introduit sans y être autorisé, soit dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement habités ou occupés par autrui ou dans leurs dépendances, soit dans un endroit réservé à un service public, une industrie, un commerce, une profession et dont l'accès est interdit par des clôtures ou à défaut de clôtures au moyen d'inscriptions.

« Les mêmes peines sont applicables à celui qui, sans droit et contrairement à la volonté de l'ayant-droit, se sera maintenu soit dans une maison, un appartement, une

chambre ou un logement ou dans leurs dépendances, soit dans un endroit réservé à un service public, une industrie, un commerce, une profession.

« ARTICLE 440 : L'emprisonnement sera de 15 jours à 2 ans et l'amende de 26 à 300 francs, si le fait prévu à l'article 439 a été commis soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs.

« ARTICLE 441 : La peine sera, dans le cas de l'article 439 un emprisonnement de 15 jours à 6 mois et une amende de 26 à 200 francs et dans le cas de l'article 440 un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et une amende de 100 à 500 francs, si le fait a été commis soit sur un faux ordre de l'autorité publique, soit avec le costume, soit sous le nom d'un de ses agents, soit avec la réunion des trois circonstances suivantes : si le fait a été exécuté la nuit, s'il a été exécuté par deux ou plusieurs personnes, si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes. Les coupables pourront, en outre, dans le cas de l'article 440, être condamnés à l'interdiction conformément à l'article 33.

« ARTICLE 442 : La tentative du délit prévu par l'article 440 commis dans les conditions indiquées à l'article 441, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 300 francs.

« ARTICLE 442 *bis* : Sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 2 ans et d'une amende de 26 à 300 francs celui qui se sera introduit sans le consentement du propriétaire ou du locataire, dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement habités par autrui ou leurs dépendances et y aura été trouvé la nuit. »

La nouvelle rédaction des dispositions concernant le délit de violation de domicile a paru à la commission à la fois trop vague et trop rigoureuse. Trop vague parce que cette définition de l'occupation « celui qui sans ordre de l'autorité et hors les cas où la loi permet de pénétrer dans la propriété d'autrui, se sera introduit... » ne caractérise pas le fait de demeurer sur les lieux du travail après les heures de travail, c'est-à-dire après qu'a disparue la cause légale du maintien de l'ouvrier sur les lieux du travail. La porte reste ouverte à la discussion.

Mais en punissant non seulement le délit lui-même, mais la simple tentative lorsqu'elle s'est produite dans certaines conditions, en prévoyant en outre des circonstances aggravantes variées, la commission a été d'avis que le projet avait dépassé son but et qu'il était trop rigoureux. C'est dans ces conditions que le Ministre de la Justice proposa le texte suivant :

« Le code pénal est complété par un article 442 *bis* ainsi conçu : « Article 442 *bis* : sera puni des peines prévues à l'article précédent quiconque aura, contre le gré de l'ayant-droit, occupé un endroit réservé à un service public, une industrie, un commerce ou une exploitation agricole, et dont l'accès est interdit au public par des clôtures ou à défaut de clôtures au moyen d'inscriptions ».

Le mérite de cette nouvelle rédaction, c'est sa simplicité. La définition qu'il donne de l'occupation « quiconque aura, contre le gré de l'ayant-droit occupé un endroit réservé à un service public, une industrie, un commerce ou une exploitation agricole, et dont l'accès est interdit au public par des clôtures ou à défaut de clôtures, au moyen

d'inscriptions » nous semble éviter le reproche qui avait été fait à la définition figurant dans le projet de loi.

La commission a adopté la nouvelle rédaction tout en précisant au cours de la discussion que l'existence de pareil délit suppose évidemment une volonté arrêtée et manifeste chez son auteur de porter atteinte au droit de propriété ou de jouissance d'autrui. Cette restriction ne semble d'ailleurs pas devoir entraîner beaucoup de difficultés pratiques.

Nous avons remarqué en étudiant la législation belge en vigueur que la destruction ou la détérioration de machines mobilières autres que des machines à vapeur n'étaient punies par la loi que de peines de contravention. L'article 5 du projet était destiné à remédier à cet état de choses.

« L'article 523 du code pénal est modifié comme suit :

« Quiconque aura détruit une machine à vapeur, une machine électrique ou toute machine avec appareil moteur sera condamné... » (1).

La commission a adopté cet article mais en y incorporant après le mot « appareil moteur », les mots : « qui appartiennent à autrui ». Ces mots figuraient dans l'ancien texte. La commission n'a pas voulu que l'on puisse arguer de leur suppression pour interdire à un industriel de détruire sa propre machine.

En outre, reprenant une suggestion d'un membre de la commission, M. Legros, le Ministre de la Justice a proposé le vote d'un article 6 concernant la destruction ou la détérioration d'un outillage professionnel quelconque :

(1) Même pénalité que dans l'ancien article 523.

« L'article 524 du code pénal est rédigé comme suit :

ARTICLE 524. — Sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 26 à 200 francs quiconque aura détruit en tout ou en partie un outillage professionnel appartenant à autrui non visé par les articles précédents. »

Cet article fut également adopté.

CONCLUSION

L'exemple de la Belgique nous montre que, comme nous l'avons soutenu, au cours de notre étude (1), l'évacuation des entreprises « occupées » par les ouvriers en grève est une question d'ordre public appelant comme telle, l'intervention de la police. Nous devons constater que celle-ci loin de provoquer des troubles et des violences a, au contraire, entraîné assez rapidement le retour au calme, ce qui n'a pas empêché les travailleurs belges de recevoir des satisfactions substantielles.

On comprend de la sorte pourquoi les tribunaux belges n'ont pas eu à connaître des quelques cas d'occupations d'usines que nous avons signalés. L'évacuation étant obtenue très rapidement par la police, l'intervention des tribunaux perdait sa raison d'être tant en ce qui concerne l'expulsion elle-même qu'en ce qui concerne la réparation des dommages pouvant avoir été causés. Le problème de législation qui, comme nous l'avons montré, a été minutieusement étudié garde dès lors un aspect un peu théorique.

Au contraire, en France, le patron s'est vu refuser l'appui de la police jusqu'à la fin de l'année 1936 et même quelquefois, postérieurement. Aussi le problème judiciaire et législatif a-t-il conservé toute son acuité dans la pratique.

(1) Titre II, chapitre I, section II.

Si l'on s'en tient aux principes, il est évident que l'occupation des lieux de travail viole le droit de propriété privé défini par l'article 544 du code civil. Mais il n'en est pas moins vrai que lorsqu'il s'agit pour le patron de faire valoir son droit, il se heurte à des difficultés quasi insurmontables dont la plus grave est l'impossibilité où il se trouve d'obtenir l'exécution des ordonnances d'expulsion rendues à son profit contre ses ouvriers.

Pareille situation n'est pas absolument nouvelle comme nous l'avons vu. Des cas analogues se sont révélés depuis la guerre, surtout dans les relations entre les propriétaires et les locataires. La jurisprudence de l'arrêt Couitéas a paru même leur donner une consécration officielle. Mais il ne faut pas oublier qu'elle est elle-même une jurisprudence exceptionnelle, jurisprudence de guerre, dit M. Hauriou, dont les possibilités d'application à notre espèce sont tout à fait douteuses.

Elle ne nous satisfait d'ailleurs nullement. Nous ne saurions admettre ces sortes de dommages et intérêts compensatoires que l'Etat accorde au citoyen qui lui réclame son droit. Cette attitude nous apparaît comme un empiètement inadmissible de l'exécutif sur le législatif.

La loi est l'expression de la volonté nationale. Donc, de deux choses l'une : Où l'acte considéré est conforme aux aspirations du pays et alors il est permis par la loi. Dans le cas contraire, il est interdit.

Nous avons vu que l'occupation des lieux de travail heurte nettement l'opinion de l'immense majorité des Français. Une proposition de loi tendant à légitimer de tels faits n'aurait absolument aucune chance d'être adoptée par les assemblées parlementaires. Le Gouvernement doit appliquer la loi.

On a soutenu, il est vrai, au Sénat, lors de la discussion de la loi sur la conciliation et l'arbitrage (1) que l'attitude des pouvoirs publics pouvait se justifier en l'occurrence par la théorie des actes de gouvernement, cette catégorie d'actes administratifs contre lesquels aucun recours n'est ouvert aux intéressés.

Cette théorie découle du même principe que l'arrêt Couitéas, savoir : la raison d'Etat. Elle lui est d'ailleurs bien antérieure. Mais elle aboutit à des conséquences beaucoup plus graves car elle ne prévoit aucune indemnité pour la victime. C'est la spoliation pure et simple des droits de celle-ci.

L'existence même de ces actes a été contestée (2) ; tous les auteurs s'accordent pour limiter étroitement leur domaine. On admet généralement qu'ils comprennent en dehors des faits de guerre, certaines mesures de sûreté intérieure de l'état prises à titre exceptionnel.

Nous venons de critiquer le principe de l'arrêt Couitéas. Il est évident que nous ne pouvons adopter cette explication de l'inaction coupable de l'Etat.

Les actes de gouvernement sont des actes dictatoriaux qui ne se justifient que durant une crise grave et de courte durée. Leur existence en temps normal va à l'encontre de la constitution de tout pays pour lequel la garantie des droits des citoyens n'est pas une fiction.

Le danger dans le cas présent n'est pas seulement dans les conséquences immédiates du mouvement d'occupation des usines mais dans ses conséquences futures. Deux parties sont en présence : les ouvriers et les patrons. Ceux qui luttent contre l'attitude adoptée par le Gouvernement en

(1) Séance du 27 décembre 1936. — Discours de M. Paul Laffont.

(2) Berthelémy : Traité élémentaire de droit administratif.

faveur des premiers n'ont que trop tendance par réaction, à appeler de leurs vœux, l'apparition d'un gouvernement favorisant les seconds par des procédés peut-être encore moins respectueux des libertés individuelles. Nous avons déclaré au début de notre ouvrage que la venue du régime fasciste en Italie a été grandement favorisée par les événements de 1920. Qu'il nous soit permis d'avouer que cette perspective nous effraie plus encore que le mouvement lui-même.

Pour que la France puisse continuer à vivre avec le régime libéral qui la régit depuis plus de soixante ans et auquel l'immense majorité des français comme nous-mêmes, demeure fermement attachés en dépit de ses imperfections, il faut avant tout que l'ordre public continue à régner. Il faut donc que les lois qui le détermine soient observées.

Montesquieu disait déjà dans l'Esprit des Lois (1) .« Lorsque dans un gouvernement populaire, les lois ont cessé d'être exécutées, comme cela ne peut venir que de la corruption de la République, l'état est déjà perdu ».

Et il montrait que de veiller à l'application stricte de la loi était pour un gouvernement républicain, plus que pour tout autre, la condition nécessaire de son existence, ce qu'il exprimait en disant que ce régime a besoin de « la vertu ».

« Il ne faut pas beaucoup de probité pour qu'un gouvernement monarchique ou un gouvernement despotique se maintienne ou se soutienne. La force des lois dans l'un, le bras du prince toujours levé dans l'autre, règlent ou contiennent tout « Mais dans un état populaire, il faut un ressort de plus qui est la vertu ».

Le Gouvernement de Monsieur Léon Blum n'a pu ne pas

(1) Livre III, chap. III, *Du principe de la démocratie*.

voir les dangers auxquels le mouvement d'occupation des lieux de travail exposait le régime et le pays tout entier. Après avoir beaucoup hésité en caressant peut-être l'espoir que le mouvement s'éteindrait de lui-même, il s'est déterminé à agir vers la fin de l'année 1936, en présence d'une recrudescence des conflits sociaux. Son ambition a été grande. Il a voulu, semble-t-il, supprimer purement et simplement les grèves et les lock-out, pensant qu'en faisant disparaître la cause il supprimait tous les effets. C'est ce qui résulte de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1936 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail.

« Dans l'industrie et le commerce, tous les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou tout lock-out ».

Nous avons, pour notre part, toujours pensé qu'en l'état actuel de notre organisation économique le droit de grève accordé aux ouvriers était absolument légitime et même indispensable, que lui seul rétablissait entre patrons et ouvriers le jeu de la vieille loi de l'offre et de la demande faussée au profit des premiers. Nous ne nions nullement l'atteinte portée aux intérêts du pays. Mais nous pensons que ce dommage est inévitable. Toute notre étude aura seulement eu pour but de signaler le danger d'une forme nouvelle de l'exercice du droit de grève.

D'ailleurs, et avec une naïve franchise, la loi du 31 décembre 1936, dans son article 2, semble douter elle-même de l'efficacité de ses précédentes prescriptions car elle ajoute :

« Est également soumis aux dites procédures le règlement des conflits déjà survenus ».

Mais si la loi nouvelle ne saurait empêcher de nouvelles grèves d'éclater, elle n'en présente pas moins un très grand intérêt en ce sens qu'elle est susceptible de transformer le caractère des conflits futurs.

Jusqu'ici, nous l'avons dit, la grève, c'était une lutte violente, une guerre économique où chaque adversaire cherchait à imposer ses volontés par la force.

Avec la loi du 31 décembre 1936, la solution du conflit n'appartient plus aux parties, elle passe entre les mains des arbitres. La contrainte cède la place à la persuasion.

Par l'occupation des lieux de travail, les ouvriers voulaient contraindre les patrons à cesser toute industrie et les obliger ainsi à prendre en considération leurs revendications.

La nouvelle loi assure l'examen de leurs intérêts par une autorité impartiale et « sans délai ». L'utilité des occupations d'entreprises disparaît. Logiquement elles ne doivent plus se reproduire.

Le législateur, d'ailleurs, proclame solennellement à la fin de la loi, son intention de respecter à l'avenir les droits des parties.

Art. 5 *in fine*. « L'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail en vue de créer aux lieux d'emploi une atmosphère de collaboration dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle ; liberté du travail, liberté syndicale. Il est significatif de trouver dans cette énumération des droits à sauvegarder, au premier rang le droit de propriété.

Souhaitons que cette loi sur la conciliation et l'arbitrage ait plus de succès que ses devancières.

Nous devons d'ailleurs constater que ses premiers résul-

tats ont été encourageants. Comme on pouvait s'en douter, il y a eu de nouvelles grèves, mais les cas d'occupation ont été relativement rares. Quand ils se sont produits, on a pu voir, le fait est à noter, la police procéder à l'expulsion des grévistes.

Il y a là un effort louable pour appliquer la loi.

N'y cherchons pas d'arrière-pensée. Souhaitons que cet effort soit durable. Il implique une mutuelle compréhension des parties en présence dont nous ne voulons pas désespérer.

Vu : le Président de Thèse,

J. HAMEL.

Vu : le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer

Pr le Recteur de l'Académie de Paris :

L'Inspecteur d'Académie,

BRUHAT.

BIBLIOGRAPHIE

A. — PRINCIPALES DÉCISIONS JUDICIAIRES

Libération des entreprises « occupées »

Tribunal Pau (Référés), 9 juillet 1936. *G. P.*, 24 juillet 1936.

Aff. : Epoux Cardé et Estèbe c/ Ets Crosnier.

Tribunal Château Thiery (Référés), 11 juillet 1936. *G. P.*, 24 juillet 1936.

Aff. : Cagniard c/ Brihayé et autres.

Tribunal de la Seine (Référés), 21 juillet 1936. *G. P.*, 14 août 1936.

Aff. : Sté Deniau et C¹⁰ c/ Gross et autres.

Tribunal de Douai (Réf.), 6 octobre 1936. *G. P.*, 15 octobre 1936.

Aff. : Sté des Ets Arbel c/ Tourliez-Lefebvre et Dufour et 8 affaires plaidées le même jour.

Tribunal Civil Riom, 12 novembre 1936. L'avenir du plateau central.

Responsabilité pénale

Tribunal Correctionnel de Bordeaux, 19 juillet 1936. *G. P.*, 4 août 1936.

Aff. : Regourd c/ Cazave et autres.

Responsabilité civile (Accident survenu aux ouvriers)

Tribunal Paix Paris (11^e arrondissement, 22 juillet 1936. *G. P.*, 4 octobre 1936.

Tribunal Paix Aubervilliers, 28 juillet 1936. *G. P.*, 1936-2-286.

Evaluation du dommage

Tribunal Civil Lyon (Réf.), 29 juin 1936. *G. P.*, 24 juillet 1936.

Aff. : Sté des Tanneries Lyonnaises c/ Ville d'Oullins Etat français, syndicat ouvrier des cuirs et peaux.

Tribunal Civil de Valenciennes (Réf.), 13 juin 1936. *G. P.*, 1936-2-168 ; réformé par Cour de Douai, 17 juillet 1936. *G. P.*, 4 août 1936.

Aff. : Sté des Forges de Denain-Anzin c/ Ville de Denain.

Tribunal de Rouen (Réf.), 16 juillet 1936. *G. P.*, 24 juillet 1936.

Aff. : Suitard c/ Sté Citroën.

Cour d'Appel de Paris, 10 mars 1937. *G. P.*, 23 mars 1937.

Aff. : Ville d'Aubervilliers et Etat français c/ Sté la Boyauderie de la Boucherie en gros.

Cour d'Appel de Rouen, 18 mars 1937. *G. P.*, 9 avril 1937.

Aff. : Etat et commune du Grand-Quevilly c/ Sté des Hauts-Fourneaux de Rouen.

Tribunal Civil de Lille, 6 mars 1937. *G. P.*, 23 mars 1937.

Aff. : Sté des Colles du Nord c/ Ville de Watrelos et Etat français.

Cour d'Appel de Paris, 10 mars 1937. *G. P.*, 23 mars 1937.

Aff. : Soc. Les Filatures d'Argentueil c/ Ville d'Argentueil et l'Etat français et Ville de Paris et Etat français c/ Sté Félix Potin.

Responsabilité civile des ouvriers

Conseil des Prudhommes de la Seine, du 22 avril 1937. *G. P.*, s/ note b, 20 et 21 juin 1937.

Aff. : Frères Rouzier c/ Duroux et autres.

B. — PRINCIPALES ETUDES JURIDIQUES PARUES

CROQUEZ (Albert). — *Les occupations d'usines*.

MORILLOT (André), COROZE (Paul), MORAND (Emm.). — *Les occupations d'usines et leurs conséquences juridiques*.

A. B. — *La grève sur le tas et ses conséquences juridiques*. « La Gazette du Palais », du 7 août 1936.

A. B. — *La grève « sur le tas » est un délit*. « La Gazette du Palais », du 25 août 1936.

BUISSON (Albert). — *L'occupation des usines et le droit français*. « Revue des Deux Mondes ».

PRÉAU (Gaston). — *Les occupations d'usines*, sep. 1936. « Questions prud'hommales, fiscales et commerciales ».

PERNOT (Georges). — *L'occupation des usines et lieux de travail*. « Revue politique des idées et des institutions ».

LETELLIER (Alb.). — *Grèves sur le tas*. « La Vie Judiciaire », 10 juillet 1936.

BLOCH (Nelly-Gaston). — *Occupations d'usines*. « La Vie Judiciaire », 30-31 août 1936.

LASKINE (Edmond). — *Les occupations d'usines devant la loi*. « La Vie Judiciaire », 20 oct. et 30 oct. 1936.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9
1. <i>Les grèves avec occupation d'usines en Ita-</i> <i>lie</i>	9
2. <i>La Nouvelle Législation en Italie</i>	15

PREMIERE PARTIE

Le mouvement et ses répercussions, étudiés spécialement en juin et juillet 1936.

CHAPITRE I. — LE MOUVEMENT	19
Section I. — <i>Le milieu</i>	19
Section II. — <i>Les faits</i>	22
CHAPITRE II. — LES RÉPERCUSSIONS	33
Section I. — <i>Le malaise économique et social.</i> ..	33
Section II. — <i>Les causes</i>	35

DEUXIEME PARTIE

Les problèmes de la libération des lieux occupés.

CHAPITRE I. — LES PROCÉDÉS EXTRA-JUDICIAIRES	41
Section I. — <i>Actes de justice privée du proprié-</i> <i>taire</i>	41
Section II. — <i>Intervention de la Police</i>	43

	Pages
CHAPITRE II. — LA VOIE JUDICIAIRE DE L'EXÉCUTION FORCÉE	46
Section I. — <i>L'action</i>	46
Section II. — <i>Les défenses des ouvriers</i>	49
 TROISIÈME PARTIE 	
Le problème des responsabilités	53
CHAPITRE I. — LES RESPONSABILITÉS PÉNALES	54
Section I. — <i>Les délits connexes</i>	54
Section II. — <i>La violation du domicile</i>	58
Section III. — <i>L'entrave à la liberté du travail</i>	67
CHAPITRE II. — LES RESPONSABILITÉS DE DROIT CIVIL ...	73
Section I. — <i>Les quelques problèmes nouveaux posés par l'occupation des usines en marge des principes généraux dominant en matière de grèves</i>	73
Section II. — <i>Les dommages causés</i>—....	74
Section III. — <i>La responsabilité personnelle des ouvriers</i>	76
Section IV. — <i>La responsabilité des syndicats</i>	81
CHAPITRE III. — LES RESPONSABILITÉS DE DROIT PUBLIC.	84
Section I. — <i>La responsabilité de l'Etat et des Communes basée sur les articles 106 et suivants de la loi du 5 avril 1884</i>	85
Section II. — <i>La responsabilité de l'Etat et des Communes découlant du principe général de responsabilité de l'administration du fait du fonctionnement défectueux d'un service public</i>	91
Section III. — <i>La responsabilité de l'Etat mise en jeu par la procédure de prise à partie</i> ..	95

Section IV. — <i>La responsabilité de l'Etat fondée sur son refus d'exécuter une décision judiciaire en forme exécutoire</i>	98
--	----

QUATRIÈME PARTIE

Les problèmes juridiques en Belgique.

CHAPITRE I. — LES FAITS.....	107
CHAPITRE II. — LA LÉGISLATION EN VIGUEUR.....	114
CHAPITRE III. — LA LÉGISLATION PROJETÉE.....	121
CONCLUSION.	129
BIBLIOGRAPHIE.	137

